

COHÉSION OU DESTRUCTION SOCIALE ?

Le Manifeste

Journal communiste

n°10 - novembre 2004

Non, c'est

NON !

ÉDITO

Dire non au référendum sur la constitution Européenne, c'est d'abord dire non à cette Europe capitaliste que subissent des millions de gens. C'est dire non au gouvernement Raffarin dont la politique rejoint en tous points celle de Bruxelles pour servir les intérêts de la finance. On se souvient de la mascarade du Premier ministre autour du dossier Alstom, l'an dernier. En réalité, Bruxelles comme Paris sont d'accord sur un point : démanteler le groupe français pour répondre aux exigences du capital financier. Pas plus le numéro de claquettes du gouvernement sur les délocalisations que les rodomontades du Medef ne résistent à l'examen des faits : avec l'Europe, c'est en avant toute pour servir et gaver les actionnaires.

Voter oui pour une constitution européenne, quelle qu'elle soit, reviendrait à en rajouter une couche. Il faut avoir le courage de dire que l'édifice européen doit être repensé de fond en comble car depuis sa création les instances qui ont été mises en place n'ont eu d'autre raison d'être que de satisfaire aux intérêts de l'argent contre les peuples et les nations.

Dire non au référendum, c'est aussi dire non à la dérive social-démocrate qui a conduit le gouvernement Jospin sur la voie de l'alignement pur et simple. Sarkozy a beau jeu de dire aujourd'hui qu'il faut ouvrir le capital d'Edf au privé pour être conforme aux règles européennes. C'est Jospin qui a signé, à Barcelone, l'ouverture de l'électricité en France au marché européen. Il faut dans ces conditions se demander quel sens peut avoir un « non de gauche ». Ce n'est certainement pas la meilleure façon de rassembler largement les partisans du non – et il s'en compte un grand nombre au sein même du Parti socialiste – que d'estomper l'identité communiste dans ce débat alors qu'elle est à même de porter un non radical parce que radicalement anticapitaliste. Certains font mine de s'émouvoir que des forces à droite se prononcent pour le non. Il y a une façon perverse d'essayer de dissuader les électeurs de se déplacer aux urnes l'an prochain. Il faut clairement savoir que ne pas voter reviendrait à laisser le champ libre au oui, tandis qu'en se mobilisant massivement les électeurs des milieux populaires peuvent envoyer un sérieux coup de semonce au monde des nantis.

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

LE MONDE VA CHANGER DE BASE

Le Viêt Nam
avec Henri Martin

Pages 9

IL N'EST PAS DE SAUVEUR

Jaurès multiplié

Pages 16 et 17

à vif.....

Jakady

C'est un jeu de groupe auquel nous avons tous joué avec nos petits camarades dans nos tendres années. Il semble bien que nos dirigeants gouvernementaux, encore qu'ils fussent plutôt mûrs, y jouèrent aussi, au moins jusqu'à ces derniers temps. Il suffisait de faire précéder n'importe quelle décision par les trois syllabes magiques : *Ja-ka-dy* pour qu'aussitôt elle s'imposât à tous comme loi imprescriptible. Mais voilà que, de toute apparence, ça se met à grincer. Jakady que la Turquie finirait par adhérer à l'Europe mais voilà que Raffarin, pourtant toujours Premier ministre, du haut de la tribune de l'Assemblée, proclame que la Turquie n'est pas prête pour l'adhésion et que l'Europe n'est pas prête pour la Turquie.

Cela veut-il dire que Raffarin à qui une surdité sélective mais profonde interdisait jusqu'alors d'entendre les clameurs les plus éclatantes qui montaient de la rue, n'est plus capable maintenant de saisir ce que Jakady ? Le verrons-nous bientôt condamné, comme le roquet de la *Voix de son Maître*, à rester au garde à vous devant le pavillon du phonographe diffusant les consignes de son nouveau patron du Medef ?

Bernard-G. Landry

NOUS NE SOMMES RIEN SOYONS TOUT Julio Cortazar n'est pas mort

EN BREF

Rapport Camdessus : attention danger !
Mardi 19 octobre, Michel Camdessus, a remis un rapport intitulé *Le Sursaut - Vers une nouvelle croissance économique* au ministre de l'Économie et des Finances Nicolas Sarkozy. C'est à un homme dont la politique a la tête du Fmi (de 1987 à 2000) a plongé dans la misère et l'endettement des dizaines de pays que l'on demande de donner des recettes pour relancer la croissance économique en France. Voilà qui promet.

Rapport Camdessus, suite
Selon Michel Camdessus, l'économie française serait en phase de décrochage. Serait-ce dû à la désindustrialisation ? Non. Aux délocalisations ? Non. À la recherche effrénée de profit pour les actionnaires ? Non. À un « déficit de travail » dû aux 35 heures et aux retraites. Michel Camdessus propose donc des mesures « révolutionnaires » : « modérer » l'évolution du Smic, renforcer le contrôle des chômeurs et réduire le nombre de fonctionnaires. Aurait-il cité sur le programme du Médef ?

Rapport Camdessus, fin
Michel Camdessus a des recettes miracles qui ravissent le frère du n° 2 du Médef. Nicolas Sarkozy, dont on peut mesurer la réussite à la tête du ministère des Finances, a déclaré : « C'est un document absolument remarquable sur lequel je m'appuierai beaucoup pour défendre un certain nombre d'idées sur le droit du travail », qui relève comme chacun sait de son ministère. Remarquable en effet puisque Michel Camdessus préconise l'instauration d'un contrat de travail unique qui remplacerait les Cdd et les Cdi, et où la protection et l'indemnisation du salarié seraient calculées en fonction de l'ancienneté... et pourquoi pas du mérite. Ce système aurait l'avantage de simplifier les procédures et de limiter les recours judiciaires, précise l'intéressé.

Où l'on reparle de La Poste
Nicolas Sarkozy vient de déclarer qu'il était « temps d'engager la réforme de La Poste ». « On disait que les agents de France Télécom, d'Air France ou de Renault ne comprendraient jamais. Or, ils ont compris », a-t-il déclaré. Oui, Nicolas, ils ont compris : capital bradé au privé, licenciements, restructurations, fermetures de sites, compétitivité, etc. : ils ont goûté à toute la panoplie de l'économie libérale. D'ailleurs, le projet de loi adopté au Sénat en janvier, et qui doit être présenté sous peu à l'Assemblée nationale, est extrêmement clair : « ouverture à la concurrence des services postaux », restructuration du réseau des bureaux de poste avec la disparition de la moitié des 12 000 bureaux existants, création d'un « établissement de crédit » par La Poste en 2005... Espérons que les postiers comprennent rapidement...

Mi-septembre, Jean-Louis Borloo, ministre de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale, présentait son projet de loi de programmation pour la cohésion sociale. Décrit par le monde journalistique comme l'« atout social » d'un gouvernement qui s'est caractérisé jusqu'à présent par ses attaques systématiques contre le monde du travail, ce plan affiche un objectif : réduire les inégalités de la société française. Qu'en est-il exactement ?

Plan Borloo Cohésion sociale ou destruction sociale ?



Photo DR

Les rédacteurs du plan Borloo dressent un constat : en quinze ans, le nombre d'allocataires du Rmi a été multiplié par trois ; le nombre des familles surendettées augmente d'année en année pour atteindre 1,5 million aujourd'hui ; le chômage des jeunes de 16 à 24 ans est presque de 30 %, et atteint même 50 % dans les zones urbaines sensibles au ZUS ; le nombre de logements indécents a doublé, etc. Les inégalités économiques, sociales, culturelles, se conjuguent, rendant très minces les chances de s'extraire de la grande pauvreté. Le plan Borloo part donc d'une idée a priori fondée : pour être efficace, il faut intervenir conjointement dans trois

grands domaines, l'emploi et l'activité ; le logement ; l'égalité des chances. Un raisonnement qui ne paraît pas scandaleux en soi. Dès l'exposé de la situation cependant, le ministère pointe ce qui est, à ses yeux, le principal vecteur de pauvreté en France : le « rationnement » du travail. Malgré le taux de chômage, des millions d'emplois ne seraient pas pourvus à cause des « verrous qui empêchent la renouvellement et l'accroissement de l'offre d'emploi ». Quels seraient ces verrous ? Le droit du travail qui encadre l'embauche des salariés, empêche les licenciements, limite la durée du temps de travail, etc. En ligne de mire également, le dispositif des 35 heures et le système des retraites. Selon le ministre, « la France a besoin de libérer l'activité économique ». Le plan Borloo s'inscrit donc, dans sa philosophie comme dans ses orientations, dans l'idéologie libérale. Cerise sur le gâteau, il affiche l'ambition de sortir de la « logique d'assistance » qui prévaudrait pour les chômeurs et les allocataires des minima sociaux.

Emploi et activité

Ce domaine, avec ses onze « programmes », est sans conteste l'épine dorsale du plan Borloo. Son objectif est simple : casser tous les freins à l'exploitation des salariés. Le premier volet de mesures (programme 1) consiste à créer un « nouveau contrat avec les demandeurs d'emplois ». La philosophie qui le sous-tend est pratiquement celle du 19^e siècle : on applique au chômeur la politique de la carotte et du bâton. S'il ne participe pas à « la recherche assidue d'un travail et à une participation active au programme de formation », il encourt... des « sanctions justes et graduées ». Ce programme prévoit même l'ouverture de « marchés de placement », ce qui n'est pas sans rappeler – jusque dans le vocabulaire – les bureaux de placement patronaux du 19^e siècle contre lesquels les syndicats ouvriers se sont battus. Les programmes 2 et 3 viseraient à favoriser l'insertion des jeunes sans qualification sur le marché du travail, en développant l'alternance, les « contrats aidés », et l'apprentissage. Le principe de surveillance est toujours là : les jeunes en alternance auront des tuteurs (appelés « référents »), les jeunes en apprentissage, une « carte d'apprenti ». Ne reviendrait-on pas au livret ouvrier du 19^e siècle ? Quant aux entreprises, elles bénéficieront évidemment d'« incitations fiscales ». Au total, l'objectif est d'augmenter le volume de la main-d'œuvre jeune et bon marché,

ce qui contribuera à peser sur l'ensemble du marché du travail. Le volet emploi des jeunes est complété au programme 4 par le Pacte, « parcours d'accès à la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État ». 100 000 jeunes seraient ainsi recrutés et formés par la voie de l'alternance. Le principe d'égalité devant le recrutement garanti par le concours est tout simplement piétiné, puisque le Pacte devra permettre « d'accéder à un emploi de titulaire sans passer le concours correspondant ». Autant dire que cela fera la part belle au clientélisme. Le programme 5, intitulé « De l'assistance à l'emploi, une chance pour le pays tout entier » définit les grandes lignes du « contrat d'activité », un contrat de travail aidé couplé à une formation, proposé aux allocataires du Rmi et de l'Ass. Le bénéficiaire du contrat touche au maximum 3/4 de Smic pour 26 heures travaillées par semaine, les neuf heures restantes étant du temps de formation. Ce contrat est établi pour 2 ans, renouvelable un an. Les employeurs ne peuvent être que des collectivités territoriales, des entreprises d'insertion, des associations ou des délégataires du service public et reçoivent une aide de l'État. Le plan prévoit 250 000 contrats chaque année durant 4 ans. C'est un dispositif très proche des contrats emploi-solidarité, qui n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité dans l'insertion, au contraire. Par contre, ils fournissent aux administrations

Plan Borloo

AUSSI

une main d'œuvre bon marché, qui ne sera jamais titularisée parce qu'aucun dispositif ne le prévoit. Ce programme est complété par « le retour à l'emploi des chômeurs de longue durée » (programme 7) où il est écrit : « La législation relative aux CDD et à l'intérim sera assouplie pour favoriser le retour à l'emploi des chômeurs de très longue durée ».

Cet ensemble de mesures trouve sa conclusion au programme 8, « Établir un nouveau pacte pour l'emploi ». Là, le ministre explicite sa stratégie de cassage du droit du travail au nom de la nécessaire évolution des « règles qui régissent les relations individuelles et collectives de travail ». Il prend la précaution d'écrire que ces mesures seront mises en application après consultation des partenaires sociaux. Mais il avance d'ores et déjà des « thèmes prioritaires pour la négociation interprofessionnelle » : la « clarification » du statut du contrat de travail et la limitation des délais de recours contentieux ; « l'évolution de la législation sur la durée du travail », qui comporte les modalités d'assouplissement des 35 heures, et la « clarification » des « règles sur la durée du travail, le repos hebdomadaire et le temps partiel ».

Deux orientations économiques phares complètent ces dispositifs : le développement des services aux particuliers et l'encouragement à « la création de leur propre emploi par les chômeurs et les personnes en situation précaire ». Dans le premier cas, ce sont des emplois du type aide ménagère, aide aux personnes âgées,

etc., c'est à dire des emplois non qualifiés qui n'aident pas à sortir de la précarité parce que non reconnus et très mal rémunérés. Quant à la création d'entreprise, c'est une véritable pente savonneuse : pousser à la création d'entreprise des gens sans capital et sans les connaissances juridiques et économiques minimales nécessaires conduit généralement à des situations dramatiques.



Photo DR

Logement

Les trois programmes (12, 13 et 14) consacrés au logement sont beaucoup moins explicites que ceux qui traitent de l'emploi. Le ministre propose un rattrapage – nécessaire au demeurant – de la construction de logements sociaux avec l'objectif de construire 120 000 logements par an sur cinq ans. Si l'intention est louable, l'État se garde bien d'y mettre les moyens : son intervention se limite à garantir les financements à la construction et à porter l'exonération de taxe foncière de 15 à 25 ans pour les logements construits. Le reste incombe aux collectivités territoriales. Autant dire qu'on est en plein effet d'annonce, surtout quand

la réforme du logement social impulsée par le gouvernement va complètement à l'encontre du développement du parc de l'habitat social.

Le ministre souhaite « reconquérir » 100 000 logements vacants du parc privé par le biais d'exonérations fiscales en faveur des propriétaires et la mise en place d'une législation beaucoup plus contraignante en cas d'impayés de loyers.

Enfin, pour « résoudre la crise du logement par le renforcement de l'accueil et de l'hébergement d'urgence », le plan Borloo propose d'augmenter les capacités d'accueil de 87 000 à 100 000 places d'ici cinq ans. On voit mal comment un dispositif notoirement insuffisant, même augmenté de 13 000 places, pourrait répondre aux besoins quand la politique menée par le même gouvernement jette chaque jour à la rue des milliers de personnes.

L'égalité des chances

Enfin, un troisième ensemble de programmes est consacré au rééquilibrage des disparités pour aboutir à l'« égalité des

chances ». Deux programmes sont destinés à l'enfance : pour la petite enfance, la création de 750 équipes de « réussite éducative » dans 900 zones ou réseaux d'éducation prioritaires (6 975 écoles primaires) ; un dispositif pour les collégiens. Ce deuxième dispositif mérite qu'on s'y arrête. Il prévoit la création de 150 plate-formes éducatives « pour offrir aux collégiens à la dérive un soutien complet et adapté » et de 30 établissements d'« internats de réussite scolaire » où l'on enverra – sur des critères non définis – ceux qui résistent aux plate-formes éducatives...

Le plan Borloo veut par ailleurs « Promouvoir l'égalité des chances entre les territoires » (programme 17) par un saupoudrage d'aides financières octroyées aux villes comprenant des Zus et des Zfu, « Restaurer le lien social » (programme 18) et « Lutter contre les discriminations » (programme 20) en instaurant une « Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité »...

Quant aux « populations immigrées » dont le plan Borloo se propose de « rénover l'accueil et l'intégration » (programme 19), elles seront dorénavant soumises à un « contrat d'accueil et d'intégration » qui deviendra une « condition » obligatoire « pour l'obtention de la carte de résident de dix ans ».

Au total donc, un plan que d'aucuns ont qualifié de brouillon. Or, si sa composition ne facilite pas la lisibilité, ce plan répond bel et bien à une stratégie cohérente. Les dispositifs, parfois anciens, en matière de logement ou d'égalité des chances ne sont pas fondamentalement modifiés, tout juste replâtrés pour paraître plus cohérents. La grande innovation de ce plan concerne les dispositions visant à casser le droit du travail sous prétexte de faciliter la réinsertion des personnes en grande difficulté. Rien d'incohérent si l'on considère que ce gouvernement n'a qu'un seul objectif : précariser toujours plus les salariés, quitte à revenir dans plusieurs domaines à la situation sociale du 19^e siècle, pour laisser le champ libre au patronat.

Caroline Andreani

Pour la fédération du Pas-de-Calais, Jean-Claude Danglot, secrétaire fédéral et membre du CN.

Mobilisation chez General Motors
La direction de General Motors vient d'annoncer la suppression de 12 000 emplois en Europe, afin d'économiser 500 milliards d'euros sur deux ans. Les usines allemandes du groupe, sous la marque Opel, devraient supporter 10 000 de ces suppressions. À Ruesselsheim près de Francfort, 13 000 salariés ont débrayé. À Bochum, dans le bassin de la Ruhr, le personnel est en grève sauvage depuis jeudi 14 octobre. 10 000 personnes ont manifesté dans la ville. La direction d'Opel menace de licencier les meneurs... Le mouvement de protestation est relayé dans les autres usines du groupe, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Pologne.

Impôt sur la fortune
Si Michel Camdessus a des idées très arrêtées sur la manière de « remettre la France au travail », Jean-Pierre Raffarin a des idées très arrêtées sur les cadeaux à faire aux plus riches. Un projet de loi est à l'étude pour que les Français qui payent l'impôt sur la fortune (ISF) puissent bénéficier d'exonérations.

Accord sur les 35 heures chez Renault
La Cgt avait saisi le tribunal de grande instance de Nanterre pour demander l'annulation de l'accord sur les 35 heures signé chez Renault par quatre syndicats sur cinq.

Lors de l'audience de référé, le 10 septembre dernier, Maître Marie-Laure Dufresne-Castets, avocate de la Cgt avait expliqué que la Cgt rejetait : « ce qui concerne la modulation des heures de travail, devenue trop souple et qui bouleverse la vie des salariés. Il y a également des problèmes sur les comptes épargne temps et les comptes épargne formation ». Selon la Cgt, l'accord attendepar ailleurs à des droits fondamentaux : le droit de grève des cadres, la vie familiale et la santé des salariés, menacés par l'aménagement du temps de travail. Le tribunal a rejeté ces arguments et débouté la Cgt.

Delta Air Line en faillite ?
La compagnie Delta Air Line, troisième compagnie américaine et partenaire d'Air France, serait menacée de faillite. Sa situation financière se serait détériorée au 3^e trimestre 2004 à cause du « déclin des rendements aux États-Unis et des prix du carburant qui ont atteint des niveaux records » a expliqué son Pdg. Cette annonce intervient au moment où la compagnie est en négociation pour réduire le salaire de ses pilotes...

Participez à votre journal...
... Devenez correspondant.

Communiqué de presse de la fédération du Pas-de-Calais sur la création d'un parti de la gauche européenne :

« Réuni le jeudi 23 septembre 2004, le Conseil du Pas-de-Calais a réaffirmé son opposition à l'adhésion du PCF au parti de la gauche européenne. [...] Les raisons essentielles qui nous conduisent au rejet d'un parti de gauche européenne sont :

- 1) qu'il s'agit d'une unification de partis socialistes, communistes, rouges-verts et d'autres partis démocratiques de gauche des pays membres de la CE dont l'objectif « communiste » n'est donc pas affirmé.
- 2) que la souveraineté des partis membres de la Gauche Européenne est limitée dans une organisation qui comporte statuts et obligations de les respecter à l'exemple de l'article 12 où il est précisé : « Les congrès décident des orientations communes pour les élections au Parlement européen ».
- 3) l'adhésion à ce Parti de gauche européenne suppose la reconnaissance de la construction européenne telle qu'elle a été élaborée dès le début. Conditions également pour obtenir les financements qui en découlent.
- 4) le manifeste n'évoque nullement le refus de la constitu-

tion européenne approuvée d'ailleurs par certains partis adhérents à la Gauche européenne et si le capitalisme y est critiqué comme « voie unique », l'objectif « de rupture » disparaît des buts exposés à l'article 5 des statuts. Aussi notre fédération déplore que la direction nationale relance avec obstination une consultation bâclée sur un sujet qui risque de troubler et diviser les communistes alors que ceux-ci reconstruisent leur unité depuis les élections du printemps dernier, ce qui s'est vérifié à la Fête de l'Humanité. Nous appelons les communistes de France, au-delà de leur diversité, à refuser ce qui divise et dilue l'identité communiste. Dans cette période cruciale où l'ensemble des communistes se retrouve sur le non à la constitution, nous avons plus que jamais besoin d'unité et de clarté pour nous mobiliser et aider à la victoire du non. »

ET ENCORE

Les voyages du PDG de Vivendi Universal... Intéressent les enquêteurs de la brigade financière de la police judiciaire de Paris qui ont mené des perquisitions au siège de Vivendi Universal. Cette enquête porte sur l'utilisation d'avions de la société par Jean-René Fourtout, suite à une plainte pour abus de biens sociaux déposée par l'Association des petits porteurs actifs (Appac) qui reproche à M. Fourtout d'avoir utilisé un avion de Vivendi Universal, à des fins privées.

Gaston Flosse de retour aux affaires ? Gaston Flosse, potentat de la Polynésie française, vient d'obtenir le vote d'une motion de censure des représentants de l'Assemblée de Polynésie française. Cela lui permet de renverser le gouvernement d'Oscar Temaru élu depuis quatre mois. Gaston Flosse n'a pas reculé devant les moyens, en « retournant » un élu favorable à Temaru.

Osca Temaru et ses partisans ont défilé dans l'île pour protester et ont refusé de siéger, empêchant Gaston Flosse d'avoir le quorum nécessaire à son élection.

Sncf et « prévention des conflits »

La direction de la Sncf entend faire passer aux forces son texte sur la « prévention des conflits ». Elle vient d'annoncer qu'elle l'enverrait aux syndicats qui auront une semaine pour l'examiner en vue de le ratifier le 29 octobre...

La Cgt, syndicat majoritaire (47 % des votes aux dernières élections professionnelles), estime que le texte doit être amélioré. Elle le soumettra au vote des cheminots fin octobre.

Rappelons que ce texte prévoit un « service minimum » en cas de grève, ce que rejettent la majorité des organisations syndicales qui y voient une atteinte au droit de grève. À ce jour, trois syndicats (Unsa, Cfe-Cgc et Sncs) sont signataires de la version antérieure du protocole d'accord. La Cfdt a annoncé qu'elle les rejoindra si le gouvernement ne légifère pas.

Licenciements économiques

Le gouvernement a reculé sur la notion de « sauvegarde de la compétitivité » après que la Cgt et la Cfe-Cgc aient quitté les négociations lors de la présentation du projet de loi relatif aux licenciements économiques. Le Medef dénonce, lui, une « reculade précipitée ». Le nouveau texte, examiné par le Conseil d'État et transmis aux syndicats, revient en arrière sur plusieurs points par rapport à la précédente version. Le texte ne fera l'objet d'aucune négociation malgré les demandes de Bernard Thibault, qui estime que le gouvernement procède « à la hussarde ». Les autres syndicats ont au contraire fait part de leur satisfaction devant les dernières évolutions du projet...

Les recalculés

Droits et Légalité

C'est sous ce titre que le texte qui sous tendait l'argumentation des *recalculés* a été publié en automne dernier. Personne au départ ne savait si la justice rejoindrait l'analyse qu'ils avaient développée, mais il semblait que la justice devait se prononcer pour dire le droit et se prononcer sur le caractère organisé du déficit qui a abouti à la privation des droits de près d'un million de personnes.

À la Libération, en créant la sécurité sociale, le CNR est parti d'un principe simple. La richesse d'un pays est le fruit du travail humain, une partie de cette richesse est redistribuée sous forme de salaire individuel, l'autre doit se faire sous forme de salaire socialisé obligatoire afin de protéger les gens de la naissance à la mort. La gestion de ce système était confiée à des administrateurs élus et puisqu'il s'agissait du salaire socialisé il appartenait aux salariés de le gérer majoritairement : c'est ce que l'on a appelé la gestion ouvrière. Cette protection sociale devait intégrer la perte d'emploi. L'assurance chômage devait être la 5^e branche de la sécurité sociale s'ajoutant aux 4 qui existent encore aujourd'hui : maladie, retraite, accident du travail et famille. On peut aisément comprendre qu'en 1945 le chômage n'était pas la question première d'un pays ruiné par la guerre et manquant de main d'œuvre. Ce n'est qu'en 1958 que l'Unedic fut créée, mais si elle fut bien rattachée à la protection sociale elle fut coupée de la sécurité sociale et inaugura une nouvelle forme de gestion, le paritarisme qui attribuait 50 % des postes au patronat, les autres 50 % étant répartis également aux organisations syndicales quelle que soit leur représentativité. Au fil des ans on a assisté à un

mouvement de conquête de droits nouveaux et d'extension des droits existants (1958 réforme de l'hôpital, 1961 conventionnement des médecins, 1970 prise en compte des longues maladies, 1975 prise en compte du handicap...), mais aussi à un double mouvement de recul des attributions de la sécurité sociale, de son fonctionnement démocratique, des prestations offertes (ordonnances de

sur les États-Unis : s'assure qui en a les moyens, les assurances doivent rapporter, la collecte doit donc être confiée au privé.

C'est la fin du salaire socialisé avec deux conséquences : une diminution considérable de la part des salaires dans la richesse produite (de 1970 à 1990 la part du salaire direct et des coti-

ceux qui défendent le droit au logement ou se battent contre la fermeture de leur entreprise, c'est cette logique qui est à l'œuvre.

Le réponse de la justice française

Avec le jugement du 15 avril et du référé qui l'a précédé, la décision rendue par les juges, en disant le droit, a mis un coup d'arrêt à cette logique. Le fait que le déficit a été organisé par l'Unedic a été mis en avant lors de l'audience, donc la clause de sauvegarde au nom de laquelle le *recalcul* avait été effectué ne pouvait s'appliquer. Et les juges ont suivi les *recalculés* sur ce point précis.

Quand les notions de respect du contrat passé, de respect de la mission d'aide au retour à l'emploi, d'urgence à statuer, de préjudice à réparer, d'équité à prendre en compte jusque dans les frais de justice sont pointés, la justice s'honore. Ou plus exactement les juges ont honoré la justice en rappelant que celle-ci est au service des hommes et non des intérêts financiers. Quand dans leurs attendus les juges ont pointé « [la] réduction volontaire des cotisations patronales et salariales (...) intervenue postérieurement, (...) et ce fait à l'origine du déficit du régime, en raison de son caractère volontaire, ne peut être qualifié d'événement imprévisible », la justice a rejoint l'exigence de progrès social au cœur du procès.

Les *recalculés* qui ont été témoins de tant de condamnations injustes parce que guidées par l'intérêt des puissants, qui n'avaient qu'une confiance limitée en la justice, qui avaient pris le nom de rebelles parce que quand la légalité est illégitime il est légitime d'être dans l'illégalité, le 15 avril, pour la 1^{ère} fois en 14 ans de combat, ils ont vu de manière éclatante la légalité rejoindre la légitimité transformant des chômeurs radiés en chômeurs radieux.

Françoise Viaud

Extraits et réécriture de l'article « Droits et Légalité » paru dans *Justice*, revue du Syndicat de la Magistrature



Illustration Patrice MOREL

67, mise en place de la Csg et du Rds...)

Une assurance privée sur le modèle américain

C'est dans ce contexte que le Medef, qui n'a jamais accepté la création de la sécurité sociale, remet en cause la notion même de protection sociale. Son projet est simple, calqué

sations dans le Pib est passée de 70 % à 60 %) et une montée de l'exclusion.

Ces choix guidés par la recherche du profit mettent en cause la cohésion sociale. Et pour les gouvernants il n'y a que 2 réponses possibles : la création d'emplois et l'augmentation des salaires, l'amélioration de la protection sociale, en particulier celle des plus pauvres, ou une répression de plus en plus grande. Une société des barbelés aux frontières, autour des quartiers aisés pour empêcher les pauvres de la cité d'à côté de venir piquer dans les frigos, devant les entreprises pour empêcher les chômeurs de venir réclamer du travail.

Quand on met en avant le concept américain de tolérance zéro, quand on condamne à la prison ceux qui s'opposent à l'expulsion des sans papiers, quand on poursuit en justice

Convergence communiste

SI, SI,
C'EST VRAI

« Non à toute constitution européenne »

Le samedi 16 novembre, la Convergence communiste (animée par Nous assumons nos responsabilités 69, le Pôle de renaissance communiste en France, Rouge Vif 13, la Gauche communiste/Pcf) organisait une réunion publique à Paris pour lancer une campagne contre toute constitution européenne. Cette réunion s'est tenue sous la présidence d'Henri Alleg. Elle a rassemblé 80 personnes.



Les interventions des représentants des organisations appelantes ont été suivies d'une table-ronde sur le thème « L'Europe



et les luttes syndicales ». Lors du débat, plusieurs intervenants ont souligné l'importance de donner un contenu politique clair à la campagne en faveur du « non ». Sans contenu, l'appel à voter « non » risquerait d'apparaître comme un accord tacite pour une autre constitution, alors que les participants rejettent le principe même d'un traité constitutionnel qui ensermerait les pays européens dans un carcan institutionnel. L'Union européenne ayant été bâtie dès sa création dans les années 50 comme un outil au service du capital, toute constitution serait forcément un instrument de domination contre les travailleurs. En se positionnant sur le terrain de la lutte des classes, les participants se différencient du « non » sans conviction des organisations de gauche, et du non nationaliste des souverainistes. Plusieurs intervenants ont déploré que la direction confédérale

Cgt ne se soit pas prononcée en faveur du non. D'autres ont souligné qu'une bataille politique se menait dans la confédération et que la position de la direction confédérale ne reflétait pas le sentiment majoritaire dans les fédérations, les unions départementales et locales, et les syndicats.

À l'issue de la réunion, Henri Alleg a présenté un appel national que les participants ont adopté :

« NON à toute constitution européenne »

Une constitution, c'est l'organisation politique d'un État. Elle fixe les règles de vie de



tous les peuples et n fonction de l'objectif central de la société capitaliste,

qui est le profit maximum. Le Traité de Maastricht, creuset du projet de constitution européenne, était depuis 1992, la meilleure organisation possible pour réaliser ce profit maximum. Au nom de Maastricht et des traités et accords supranationaux qui l'ont complété (Nice,

Amsterdam), les gouvernements successifs ont attaqué les acquis sociaux. La constitution européenne viendrait parachever ce processus. Seuls les tenants du capital



ont intérêt à une constitution européenne, capitaliste et antirépublicaine. Faire croire que l'on peut amender l'Union européenne dans un sens social, c'est ignorer la nature fondamentalement antisociale de l'intégration capitaliste européenne, tournée de A à Z contre les peuples. Nous ne pouvons pas voter pour l'organisation de notre propre exploitation. Le projet de constitution met en cause les fondements de la République française, entre autre la laïcité. Il ne peut y



avoir deux constitutions concurrentes. Toute constitution européenne remplacera, tôt ou tard, la constitution française.

Par ailleurs, la mise en place d'un « super État » européen, tantôt allié, tantôt rival impérialiste des USA, constituera un danger pour la paix. Le NON peut l'emporter ! Un NON majoritaire, en barrant la route à toute constitution européenne, ouvrirait les portes d'une nouvelle situation politique, d'un nouveau rapport de forces et d'une nouvelle expérience pour les travailleurs et les peuples. »

Pour vous associer à cet appel, adresser-vous au Manifeste qui transmettra les signatures à la Convergence communiste. Si vous souhaitez des exemplaires de cet appel, n'hésitez pas à nous le demander.



Photos Patricia Latour



Parti de la gauche européenne
Un camarade de l'Orne nous fait parvenir le courrier adressé par sa fédération aux adhérents du parti à l'occasion de la consultation sur le Pge. Il y est écrit : « Au cours de la discussion du Conseil départemental, une précision s'est imposée au sujet de la composition de ce Parti de la gauche européenne, des camarades pensant que le mot « gauche » incluait des partis sociaux démocrates dont, par exemple, le Parti socialiste français. La discussion a permis de préciser qu'il existe un Parti socialiste européen, et que le Parti socialiste français en est membre. » Certes, cela n'empêche que le Pge comprendra bel et bien des partis sociaux démocrates, même s'il ne s'agit pas du Parti socialiste français... Mais que voulez-vous, la fin (faim ?) justifie les moyens.

Google, bien indiscret

Le moteur de recherche Google, bien qu'épinglé à plusieurs reprises pour son indiscret comportement la vie privée des individus, continue à fournir des renseignements sur tout un chacun.

Il permet ainsi à des agents immobiliers d'enquêter sur leurs futurs locataires ou à des directeurs des ressources humaines de se renseigner sur un candidat à l'embauche.

Referendum sur le traité constitutionnel

Jean-Pierre Raffarin, en visite en Roumanie mi-octobre, a déclaré qu'il était beaucoup trop tôt pour annoncer la date du referendum sur le traité constitutionnel de l'Union européenne, évoquant les printemps ou l'automne 2005. Cette date devrait être fixée, aux dires de Jean-Pierre Raffarin, en fonction de « l'ampleur de la révision constitutionnelle » à réaliser en France et du temps nécessaire au parlement pour débattre des enjeux au niveau national de la future Constitution. À suivre.

Informatique et Libertés

La loi « Informatique et Libertés » vient d'être modifiée par la loi du 6 août 2004. Elle améliore l'information des personnes auprès desquelles des informations nominatives ont été recueillies, elles seront dorénavant averties de l'identité du responsable du traitement de ces informations, de la finalité poursuivie par le traitement. Elles auront droit de s'opposer à ce que ces informations soient transférées à des tiers, et le cas échéant, des transferts de données envisagées vers un État non membre de la Communauté européenne. Le législateur a par ailleurs prévu une obligation d'information spécifique en ce qui concerne l'utilisation des dispositifs propres aux services de communications électroniques. Les nouvelles compétences de la Cnil permettront de mieux encadrer la mise en œuvre de traitements faisant peser un risque sur la vie privée des personnes.

Industries

La France est-elle menacée de désindustrialisation ?

Ces derniers mois, des entreprises aussi importantes qu'Alstom, Schneider Electric ou Alcatel ont annoncé des fermetures de sites et des licenciements. La France serait-elle menacée de désindustrialisation ?

A en croire un récent rapport parlementaire présenté par Max Roustan, député Ump du Gard, la désindustrialisation du territoire serait une vue de l'esprit. Certes le rapport reconnaît qu'il y a eu en 2003 « une augmentation considérable des fermetures d'entreprises industrielles ». Que les béotiens ne s'y trompent pas : il ne s'agit pas de désindustrialisation mais de « mutation permanente ». Quelle différence cela fait-il ? Parler de désindustrialisation serait reconnaître que le secteur industriel français subit une régression. Or, les pays riches sont industrialisés. On admettrait ainsi que notre pays s'enfoncé dans la récession économique.

Redéploiement économique mondial

Les tenants de l'ordre en place préfèrent parler de « mutations », « effets de la division internationale des activités productives ». Les fermetures d'usines en France ne seraient donc plus qu'une des conséquences d'un redéploiement économique mondial analysé comme un processus naturel. Non seulement les autorités politiques dégagent leur responsabilité – comment un État et son gouvernement pourraient-ils prendre des mesures efficaces dans le cadre d'un processus global de recompo-

sition économique ? – mais elles dégagent la responsabilité des détenteurs du capital, grandes entreprises nationales et multinationales, qui ne font plus qu'accompagner le mouvement général. Car ces mutations, explique toujours le rapport, « ne sont pas uniquement dictées par des raisons de survie, mais sont également initiées par

entreprises répondant à « une logique de court terme, due, entre autre, à la financiarisation de l'industrie ».

Mise en concurrence des travailleurs

On met ici le doigt sur le cœur du problème : la mise en

transport), les grandes entreprises redéploient leur appareil de production là où le travail coûte le moins cher. Et le phénomène ne se limite pas à l'industrie, comme le remarque avec satisfaction le rapporteur qui cite l'exemple de l'Inde, vivier d'ingénieurs, que les multinationales payent en moyenne cinq fois moins cher qu'en Europe ou aux États-

payés du *call-center* ouvert sur le même site pour se rendre compte qu'il ne s'agit pas d'un jeu à somme nulle.

Effets de la désindustrialisation

Le rapporteur ne le cache pas, « la mondialisation entraîne-

ra une détérioration de la situation des travailleurs (par rapport à celle des détenteurs de capitaux) des pays développés, mais l'améliorera dans le tiers monde ». Si l'on croit sans difficulté la première partie de la proposition, on peut légitimement émettre des doutes sur la seconde. La mise en concurrence des pays du tiers monde a déjà commen-



Photo Patrick MOREL

des entreprises en bonne santé financière et touchent des usines souvent rentables ». Elles « obéissent à la nécessité pour les entreprises de maintenir ou d'accroître leurs marges dans un monde de forte concurrence. » Le rapporteur ne fait d'ailleurs pas mystère des causes : les

concurrence des travailleurs à l'échelle internationale par des multinationales qui ont pour objectif principal de dégager une plus-value toujours plus importante. Grâce à l'essor des technologies de l'information et de la communication, et grâce à la baisse des coûts logistiques (notamment du

Unis pour un travail équivalent.

Si « l'économie française détruit environ 2,2 millions d'emplois » chaque année, « elle en crée tout autant » nous assène le rapport. Elle abandonnerait des « métiers devenus obsolètes, pour aborder de nouveaux marchés »... Voilà une affirmation bien étrange. D'où proviennent alors les plus de trois millions de chômeurs officiels, si chaque année se crée dans notre pays autant d'emploi qu'il n'en disparaît ? Il suffit de comparer les 250 ouvriers en Cdi de l'usine Lu de Calais remplacés par la centaine d'emplois précaires et sous-

cé, pour le plus grand profit des « détenteurs de capitaux ».

La désindustrialisation n'est donc pas une vue de l'esprit, pas plus que ses conséquences directes, l'appauvrissement des territoires touchés par l'arrêt d'une activité économique productive et la paupérisation grandissante d'une fraction de la population. Heureusement, notre rapporteur a la « solution ». La France n'a qu'à s'adapter : poursuivre dans la voie du passage des acquis sociaux et de la déréglementation, pour être plus « compétitive »...

Caroline Andreani

Le 3 juin 2004, la Cgt tenait une rencontre nationale consacrée à « Emplois et politiques industrielles, enjeu du développement économique et social ». Cette rencontre concluait sur les propositions et revendications visant à inverser les logiques financières patronales et notamment :
 - réaffirmation du rôle de la consommation intérieure comme moteur essentiel de la production et du développement économique et social
 - mise en place des mécanismes qui d'une part incitent les entreprises à investir dans la production, la recherche, l'innovation, à augmenter la masse salariale, et qui, d'autre part, pénalisent les investissements financiers et les délocalisations visant à augmenter la rentabilité au détriment de l'emploi et de la production.

Finance

PAR LÀ...

Rien de neuf à Bercy !

Le budget 2005 ne changera pas fondamentalement la donne de l'application d'une politique libérale aux ordres de l'Europe mastrichienne. Mais les alternatives manquent à droite comme... à gauche.

En s'exprimant dans la presse sur le budget 2005, Raffarin aurait volé la vedette à Sarkozy. Ce dernier multipliait de son côté les effets d'annonce : « accords » de baisse des prix, mesures « anti-délocalisations, politique soi-disant » industrielle. Certains, comme *L'Humanité* du 20 Septembre se prennent au jeu politique....

Quant aux choix réactionnaires et aux mensonges, ils ne surprennent personne. Vanter la revalorisation du Smic horaire qui concerne 1 million de salariés ne manque pas de toupet quand on sait qu'1,7 millions de smicards passés aux 35 heures vont perdre du pouvoir d'achat... Pour le reste, c'est partout les annulations de crédits et le cap d'une stricte maîtrise des dépenses sans souci aucun de l'effet récessif de cette gestion boutique.

Le financement des gens de maison

L'austérité fait baisser la croissance et la récession diminue les rentrées de l'impôt. On pourrait réamorcer la machine par de l'investissement public et par la hausse des minima sociaux. Le gouvernement pourrait aussi pro-

viser la sance de l'emploi public. Ils « oublient » de préciser la nature des recrutements récents : essentiellement des militaires et des flics. De Bercy, Sarkozy tempête contre les choix dispendieux du ministre de l'Intérieur d'hier. Rassurons nous, quand il sera secrétaire général de l'Ump, personne ne l'écouterà plus ! De l'argent, ils en trouvent pour baisser l'impôt sur les successions et financer l'emploi des gens de maison. Monsieur Sellière pourra l'an prochain facturer à la collectivité les charges de l'emploi de son majordome, même payé au-dessus du Smic. De la générosité à peu de frais...

Le bilan économique de la droite est catastrophique : 250 000 chômeurs de plus, stagnation de la production, baisse de l'investissement et des exportations. L'euro fort met en cause l'équilibre de notre balance commerciale, etc... C'est aussi le résultat de dix ans de politique mastrichtienne... Objectifs de croissance et plein-emploi sont désormais le fruit du pur hasard. Inutilisé dans la production, l'argent pas cher entraîne aujourd'hui une flambée inédite des prix de l'immobilier. Résultat : se loger redevient un problème y compris pour les couches moyennes.

Les patrons s'installent là où c'est moins cher

Du côté de la production, ce n'est guère mieux. Certes, nos ministres affirment s'intéresser au devenir des grands groupes français comme Alstom. Mais ils doivent à chaque fois implorer Bruxelles pour s'autoriser à intervenir. Dans ces conditions, le bla-bla « antidélocalisation », relève de la pure démagogie. La « libre » circulation et la « libre » implantation économique sont des principes de bases de



Photo DR

l'Union européenne. Les patrons s'installent là où c'est moins cher. Si Sarkozy veut offrir en France le taux d'imposition de l'Irlande et le niveau de salaires de la République tchèque, il confirme les objectifs inédits de régression sociale de son gouvernement. Il continue d'ailleurs à baisser l'impôt sur les sociétés. Mi-septembre, le ministre a montré son souci de



Photo DR

l'emploi industriel a propos de l'affaire Perrier. Pour lui c'est évidemment la Cgt. qui, en refusant de cautionner la suppression de mille emplois dans cette entreprise, porte atteinte à l'« attractivité » de la France. Rien ne devrait être trop beau pour séduire la multinationale Nestlé. Mais la gauche parlementaire reste redevable d'une alternative. C'est ce qu'a montré le débat parlementaire de juin

dernier. Comment peut-on affirmer, comme Migaud, député socialiste de l'Isère, que le déficit budgétaire s'explique par l'absence de maîtrise des dépenses sociales. Écoutons aussi son camarade Besson : « la consommation est bien le principal moteur de la croissance française. C'est exactement sur cette conviction que le gouvernement Jospin a fondé son action ». Il est bien le seul à en être convaincu. Même chose lorsque les socialistes dénoncent les transferts de charges sur les collectivités locales et la flambée des impôts locaux injustes. Ils n'ont pas été en reste, notamment avec l'Apa imposée aux départements. De son côté, Jean-Claude Sandrier, orateur du groupe Pcf, s'est contenté de dénoncer « la surdétermination de la souveraineté populaire par la rationalité marchande et spéculative du capital financier ». C'est oublier que son parti se satisfait désormais que la Banque centrale soit à Francfort et ne se soit pas opposée à l'élargissement de l'Union européenne. Sarkozy n'a pas de politique originale à proposer, la « gauche » non plus.

Olivier Rubens

Augmentation des impôts locaux

Voilà une question qui fâche. Pour le porte-parole du gouvernement, elles sont dues aux « hausses importantes » de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères. Pour les élus socialistes, qui dirigent l'essentiel des régions, cette hausse est imputable à la décentralisation. « C'est la loi de décentralisation qui entraîne le processus de transfert des charges de l'État aux collectivités locales, sans que les dotations à ces collectivités n'en compensent le surcoût », a déclaré Julien Dray, porte-parole du Parti socialiste. Pour une fois, on ne peut qu'être d'accord avec Julien Dray.

Des classes et de l'habitat
L'Atlas des nouvelles fractures sociales (Éd. Autrement) détruit quelques idées reçues. Il y a toujours autant d'ouvriers qu'il y a 40 ans, par exemple, et si on compte les employés et les précaires, il existe bien une classe populaire, toujours majoritaire : 60 % de la population. Mais le prolo n'habite plus en ville, il a été « redéployés dans le périurbain », comme l'écrit si élégamment Tétérama. Chassé du centres ville, il a été remplacé par une nouvelle bourgeoisie qui a investi les anciens quartiers populaires. Elle y côtoie des catégories de populations très défavorisées, souvent d'origine étrangère, et évacue la réalité du conflit de classes en réduisant le prolétariat aux seuls étrangers. Tour de passe-passe : la « mixité sociale » si chère aux Bobos a été évacuée au profit de la question « culturelle » qui permet tous les « évitements ».

Élections professionnelles à La Poste

Les premiers résultats des élections professionnelles à La Poste confirment la Cgt à sa place de première fédération. Les résultats définitifs seront proclamés le 28 octobre. La participation à ces élections reste stable avec 80 % de votants. La Cgt rassemble 34 % des voix, devant Sud (20 %), Fo (19 %), la Cfdt (16,5 %), la Cfc (5 %) et l'Unsa (3 %).

Le gouvernement a en projet un « vaste plan de réorganisation » de la Poste, qui ne sera ni plus ni moins qu'une privatisation, d'ici 2005. Ce projet est considéré par les syndicats comme un démantèlement, qui craignent la suppression de 6 000 bureaux de poste.

Manifestations des retraités

Judi 21 octobre, plusieurs milliers de retraités ont défilé dans plus de 80 villes en France. Ils étaient 3 000 à Marseille, 800 à Toulouse, 600 à Lille, 500 à Albi, 400 à Limoges, 400 à Tours, 320 à Dijon, 300 à Tarbes, 200 à Beauvais, 100 à Rodez. La plupart des manifestations étaient organisées à l'initiative de la Cgt. Les manifestants dénonçaient une revalorisation de leurs retraites bien inférieure à la hausse du coût de la vie.

À Paris, où la manifestation était appelée par la Cgt, plus de 4 000 manifestants se sont rendus des Invalides au ministère des Affaires sociales et au siège du Médef. La secrétaire générale de l'Union confédérale des retraités (Ucr) Cgt, Françoise Vagner, demande une revalorisation immédiate des retraites de 200 euros par mois, la disparition des retraites inférieures au Smic, la réindexation des pensions sur les salaires et un taux de pension de réversion de 75%.

Les manifestants dénoncent le déremboursement d'actes essentiels et de médicaments qui pèse sur leur pouvoir d'achat. La perte de pouvoir d'achat des retraités est de 10 % depuis 1994. Le pourcentage de retraités dans la population française est de 20 % aujourd'hui. Il sera de 30 % en 2020.

Chirac en Chine

Jacques Chirac est venu jouer les représentants de commerce en Chine. La moisson est bonne puisque les grandes compagnies Alstom et Airbus ont décroché de gros contrats. Drôle d'époque où un président de la République se transforme en garçon de courses du patronat français.

fitier de la baisse des taux d'intérêt pour lui-même : fortement endetté depuis longtemps, l'État, paye aux banques des frais financiers excessifs quand l'eurobor est à 2 % pour un an. Enfin, les libéraux pleurent sur la crois-

Europe

Non trois fois Non à la constitution

Le 14 juillet, Le président de la République annonçait la tenue d'un referendum sur la constitution européenne. La bataille menée pour exiger une telle consultation a contribué à ce résultat. Le Non pourrait-il l'emporter ?

Le 18 juin 2004, les vingt-cinq chefs d'État et de gouvernement de l'UE annonçaient triomphalement leur accord unanime sur le traité qui devait, pour la première fois, doter l'Europe d'une « Constitution ». L'affaire était acquise. La tonalité était d'autant plus péremptoire que les élites européennes se vengeaient en quelque sorte du cinglant camouflet qui leur était adressé lors des élections européennes, cinq jours plus tôt : partout, les électeurs avaient désavoué la « soif d'Europe » qu'on voulait leur prêter, et boudé massivement les urnes. En France, près de trois électeurs sur cinq (57%) avaient boycotté les isoloirs.

Le forcing des dirigeants européens s'est rapidement heurté à la réalité. Déjà, l'annonce par le premier ministre britannique d'un référendum avait jeté une ombre menaçante sur l'avenir du traité. En effet, pour que le dit texte entre en vigueur (échéance prévue : 2009), il faut impérativement qu'il soit ratifié par chacun des vingt-cinq États-membres. Or une approbation majoritaire des électeurs britanniques apparaît plus qu'aléatoire. Chaque pays étant maître du mode de ratification – parlementaire ou référendaire – le Royaume-Uni rejoignait ainsi ceux qui ont opté pour cette deuxième voie, évidemment plus « risquée » que la première (en Pologne cependant, même sans référendum, il n'est pas sûr que la Diète approuve la ratification).

Des réactions en chaîne

En France, le président de la République avait, des mois durant, tergiversé. Il lui était désormais difficile de différer plus longtemps sa décision.

Lors de son intervention du 14 juillet, il annonçait donc que les Français seraient effectivement appelés aux urnes « au second semestre 2005 ». On imagine que cette décision n'a pas été prise de gaité de cœur, tant la victoire du Oui appa-

rédiatiques pour qui la victoire du Non représenterait un cataclysme sans précédent. Mi-septembre en effet, le numéro deux du PS a fait savoir que sa « pente naturelle » serait de voter Non, défiant ainsi les principaux

que les Français soient consultés, à condition que le choix soit entre Oui et Oui – le mal est déjà fait. Pour la première fois, un éminent représentant de ce que Jacques Delors nomma jadis « le cercle de la raison », a brisé le tabou : l'approbation aveugle de la fuite en avant n'est plus obligatoire. Ses rivaux, de même que les médias bien-

c'est au contraire parce que l'électorat populaire est de plus réticent quant à la course européenne que le probable candidat à l'Élysée se positionne tactiquement ainsi. Bien sûr, il ne s'est nullement converti aux vertus révolutionnaires, pas plus qu'il n'a découvert les mérites de la souveraineté nationale (comme la gauche socialiste,

Illustration Parice MOREL



raissait dès ce moment incertaine. Mais pouvait-il faire autrement ? Alors que le projet de constitution était présenté comme une avancée proprement « historique », éviter une consultation populaire aurait constitué une reconnaissance du fait que le Non était virtuellement majoritaire ; et ce, alors même qu'aurait grandi l'aspiration populaire à être consulté sur un enjeu de cette importance. La bataille des uns et des autres pour exiger une telle consultation (y compris dans ces colonnes...) a contribué à ce résultat.

L'annonce du référendum n'a pas tardé à produire des réactions en chaîne. La prise de position de Laurent Fabius a donné une nouvelle dimension au désarroi des élites politico-

« éléphants » socialistes, à commencer par François Hollande, et le revenant Lionel Jospin. Déjà, les courants minoritaires (*Nouveau monde, Nouveau parti socialiste, Forces militantes*, qui représentent ensemble 40% de militants) avaient fait connaître leur position hostile au traité. Le PS pourrait arithmétiquement basculer vers le Non, d'autant que des dirigeants importants, membres de la majorité « hollandaise », ont exprimé un choix analogue... Cependant, d'ici la consultation interne des adhérents, début décembre, des rebondissements et manœuvres ne sont pas à exclure.

Mais pour les européistes fanatiques – ceux qui accep-

pensants, n'ont pas tardé à exprimer leur hargne : Laurent Fabius ferait passer ses ambitions personnelles avant « la cause européenne ». En réalité, cette accusation constitue en elle-même un formidable aveu – bien involontaire : si l'ancien premier ministre socialiste calcule que ses chances d'être élu en 2007 passent par une prise de distance avec le suivisme européen, cela signifie que la formule attribuée à François Mitterrand, selon laquelle on ne peut espérer accéder à la magistrature suprême si l'on « dit Non à l'Europe », n'est plus de saison. Elle est peut-être même en passe de s'inverser...

Le Non : un séisme sans précédent

En d'autres termes, ce n'est pas parce que M. Fabius s'engage pour le Non que ce vote peut devenir majoritaire, mais

il justifie notamment son Non par le fait que le projet n'irait pas assez loin dans le fédéralisme...). Pour l'heure cependant, l'essen-

tiel est ailleurs : le projet imaginé par l'aréopage de Valéry Giscard d'Estaing peut être battu. Serait ainsi écartée la perspective d'un super-État fédéral européen, au sein duquel chaque peuple perdrait sa liberté de décider de son destin – et donc, de rompre avec la logique capitaliste s'il le souhaite. Naturellement, d'ici un an, la classe dominante et ses relais politiques, médiatiques, voire syndicaux, vont déployer des moyens considérables pour effrayer les Français, notamment sur le thème : le Oui ou le chaos. Mais pour la première fois depuis des décennies, le monde du travail est bien placé pour remporter une bataille politique majeure. Si tel est le cas, ce ne sera certes pas le « chaos », mais bien un séisme sans précédent dont on sous-estime encore les formidables conséquences.

Pierre Lévy

Le Viêt-nam À la croisée des chemins

Henri Martin s'est rendu au Viêt-nam début septembre à l'invitation de l'Association d'amitié Viêt-nam - France, à l'occasion de la fête nationale. Il nous donne ses impressions.



Le général Giap encadré par Henri Martin et son épouse (Photo DR).

Le Manifeste : Tu as été dernièrement au Viêt-nam. Quelles sont tes impressions ?

Henri Martin : J'ai été frappé par le dynamisme de l'économie. C'est immédiatement perceptible : partout, à Hô Chi Minh Ville, à Hanoi, ... on voit se construire des immeubles d'habitation, des hôtels, des routes, des ronds-points, des ponts, etc. L'industrie est devenue une priorité. L'État a ouvert des pans entiers de l'économie au secteur privé, mais il conserve deux tiers du capital des entreprises. Il cherche à répondre aux aspirations de la population vietnamienne, notamment des

jeunes, qui a beaucoup souffert de la guerre et qui aspire à sortir de la misère. Ce développement est d'autant plus spectaculaire que le Viêt-nam a été presque complètement détruit par trente années de guerre, et que des milliers de cadres potentiels ont été décimés. Malgré ces lourds handicaps, le pays connaît un taux de croissance annuel de 7,25 % depuis 1990.

LM : La Chine s'est engagée

dans un processus semblable. Qu'en pensent les dirigeants vietnamiens ?

HM : Ils regardent de près la situation en Chine et certains choisissent les laissés circonspects, par exemple intégrer dans les rangs du Parti communiste des capitalistes nouvellement enrichis.

Introduire des capitaux privés dans l'économie – les capitaux viennent de partout, y compris des États-Unis – est une nécessité : le pays a besoin de se développer et il ne peut le faire sans apports financiers et sans apports

intervenus et elle pousserait même vers plus d'ouverture au secteur privé.

Selon les critères vietnamiens, 20 % de la population est en dessous du seuil de la pauvreté. En ville, tout le monde cherche à compléter son salaire par des activités complémentaires, par exemple en vendant des œufs ou des légumes sur les trottoirs. La situation engendre le développement de l'initiative individuelle, ce qui n'a pas forcément que des aspects négatifs. À la campagne, l'État a distribué une grande partie des



Photo Henri MARTIN

technologiques. Mais tout en ouvrant leur économie aux capitaux étrangers, les Vietnamiens ont à cœur de garder le contrôle de la situation économique et de conserver leur indépendance.

LM : Cette indépendance ne risque-t-elle pas d'être menacée ?

HM : Pas immédiatement. Une majorité de la population fait confiance au Parti communiste vietnamien. Elle approuve les changements

terres aux paysans et depuis, la production agricole est en constante augmentation. Une couche plus aisée est en train de se constituer. Elle investit dans la construction de logements, d'hôtels de luxe. Elle forme ses cadres dans des lieux d'enseignement privés où ils reçoivent un enseignement favorable au capitalisme, qui critique le manque de modernisme de la société vietnamienne, etc. Il y a là un danger à moyen terme.

Les Américains l'ont bien compris : ils cherchent à créer un parti d'opposition pour avoir une base politique, et ils cherchent à recruter dans cette couche qui s'enrichit.



Photo Henri MARTIN

LM : La marge de manœuvre des dirigeants vietnamiens n'est-elle pas étroite ?

HM : On se trouve dans une situation de bataille idéologique. Le Viêt-nam veut conduire un développement économique utile à la majorité de la société et non basculer dans le système capitaliste qui se traduirait par l'enrichissement d'une minorité au détriment de la majorité de la population. La bataille doit être menée de l'intérieur pour montrer, principalement aux jeunes, la réalité de l'exploitation capitaliste. Elle doit aussi se mener à l'extérieur : les communistes vietnamiens ont besoin d'appuis, et notamment de l'appui des communistes français.

Au cours de ce voyage, j'ai rencontré des figures de la guerre d'indépendance comme le général Giap, le vainqueur de Dien Bien Phu. J'ai également été reçu par Nong Duc Manh, le secrétaire général du Parti communiste vietnamien. Il souhaite

renouer des contacts et les liens de fraternité qui ont longtemps uni les partis français et vietnamiens. La qualité de notre accueil montre à quel point ces relations sont importantes aux yeux du Parti vietnamien.

Au-delà des relations politiques, il est important de développer les liens d'amitié et de solidarité avec le Viêt-nam qui est un des derniers pays communistes dans le monde. Les communistes français doivent comprendre qu'en soutenant le Viêt-nam, ils se battent aussi pour eux-mêmes. Que ce soit en France ou au Viêt-nam, l'ennemi est le même : c'est le système capitaliste.

LM : Comment peut-on soutenir le Viêt-nam ?

HM : L'Association d'amitié France - Viêt-nam initie une campagne internationale contre les effets de l'agent orange, les 11 et 12 mars 2005, au Sénat. Il faut savoir que les défoliants déversés par l'armée américaine ont toujours des conséquences sur la nature et sur l'homme. Aujourd'hui, deux millions de Vietnamiens souffrent de malformations dues à la dioxine, et ces malformations s'aggravent de génération en génération. Cette campagne a pour objectif d'amener les États-Unis à reconnaître leurs responsabilités, de sensibiliser sur les effets de l'agent orange, et de développer la recherche médicale afin d'aider concrètement le Viêt-nam.

Propos recueillis par Caroline Andreani

Association d'amitié France - Viêt-nam
44, rue Alexis Lepère
93100 Montreuil-sous-Bois
tel : 01 42 87 44 34

C'EST PAS LOIN...

Rapports Sud-Sud

Le Brésil a décidé d'annuler

95 % de la dette du

Mozambique, une dette de 331 millions de dollars, soit 314 millions de dollars.

Cette remise de la dette s'inscrit dans la reconnaissance de la dette historique que le Brésil doit à l'Afrique dans la construction du pays : tribut de l'esclavage à l'édification de la nation brésilienne.

Le Brésil veut mettre en œuvre trois grands chantiers en direction de l'Afrique répondant à :
-une logique de coopération en matière de lutte contre la pauvreté, la santé, l'éducation, les transferts de technologie.

-une logique d'investissement des entreprises brésiliennes dans les secteurs des industries extractives, énergétiques telles que le pétrole en Angola, l'approvisionnement en eau, la téléphonie cellulaire, l'agriculture, la sylviculture, la transformation du bois, les transports urbains, les infrastructures.

-une logique de coalition des pays en développement dans la Négociation Commerciale Internationale (OMC) qui érige des passerelles entre l'Afrique et le Mercosur (marché commun des pays d'Amérique latine). Le Brésil a été très actif dans la promotion d'un groupe coalisé à l'OMC, le Groupe 21, défendant vigoureusement les intérêts des pays pauvres. L'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud travaillent sur des positions communes concernant le commerce agricole mondial. Ils envisagent aussi ensemble une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU.

Délocalisations : la Roumanie

La Roumanie, c'est l'Europe à des tarifs défiant toute concurrence. C'est le pays où la main d'œuvre est la moins chère. On appelle cela du *body shopping*. Les sociétés européennes se sont jetées sur ces travailleurs bon marché : les salaires sont divisés par trois ! Renault, Alcatel, Siemens, Carrefour, la Société Générale, Ubisoft, etc. emploi des diplômés, et même des très diplômés. Et c'est au tour des PME de débarquer en force. Des maisons de couture se sont installées à Bucarest ou à Timisoara, polos Lacoste, Pierre Cardin, Hugo Boss. Mais aucune trace de la provenance en matière de fabrication, tout reste « *made in France* ». En moins de dix ans, 5 000 entreprises étrangères se sont installées à Timisoara.

Bolivie

La révolution bolivarienne

La Bataille de Santa Inés, menée par différentes organisations électorales populaires, a contré le référendum révocatoire demandé par l'opposition, opposition qui regroupe les classes moyennes supérieures, industriels, gros propriétaires terriens, éleveurs.

La nouvelle Constitution adoptée par référendum le 12 décembre 1999 octroie aux citoyens le droit de révoquer le mandat du président avant son terme. Les oligarchies vénézuéliennes, qui s'étaient pourtant opposées à cette constitution et tenté de prendre le pouvoir par un coup d'État, l'ont utilisée pour tenter de chasser Chávez de la présidence, employant tous les moyens, du terrorisme au vandalisme.

L'opposition est soutenue par le Centre Carter, la CIA et Human Rights Watch et s'est toujours dite prête à investir dans un « après 15 août ». Mais l'affluence aux urnes le 15 août a consacré la victoire du président Chávez pour la quatrième fois de suite.

Objectifs du gouvernement présidé par Hugo Chávez

Les objectifs du président Chávez sont révolutionnaires. Une partie de la richesse induite par les ressources pétrolières est investie dans l'éducation et la santé des plus pauvres.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1998, un million d'enfants des quartiers pauvres bénéficient d'une éducation gratuite. 1,2 millions d'adultes analphabètes ont appris à lire et à écrire. L'éducation secondaire est accessible à 250 000 enfants qui en étaient exclus auparavant. Trois nouveaux campus universitaires sont opérationnels depuis 2003, et six supplémentaires sont prévus en 2006. 10 000 médecins cubains ont été envoyés dans les districts les plus pauvres, où fonctionnent aujourd'hui 11 000 cliniques de proximité. Le budget de la santé a été multiplié par trois. Des soldats construisent des routes, des logements, animent des coopératives.

Les petits commerces bénéficient d'un soutien financier.

La révolution est dans tous les domaines. Dans les quartiers, dans les villages, dans les hameaux. Des centres communautaires avec accès gratuit à Internet ont été créés, des bibliothèques, des centres de danse, de théâtre, des stades, des complexes sportifs.

La presse et la télévision

La question des rapports entre médias et société se pose avec une force particulièrement aiguë au Venezuela. Les médias traditionnels sont aux mains d'intérêts privés commerciaux, en lien direct avec l'ancienne oligarchie. Ils servent de porte-parole à l'opposition, qui continue à refuser la légitimité du président Chávez. Ils bénéficient



Photo DK

d'énormes moyens tant sur le plan national qu'international, qui les relaient. Ces médias appellent régulièrement à l'insurrection.

Depuis que le gouvernement vénézuélien a rendu légaux des organes de communication locaux en 2000, des chaînes de télévision communautaires se sont créées. Sur une de ces chaînes, Hugo Chávez participe chaque dimanche à un programme en direct, au cours duquel il reçoit des appels téléphoniques de tout le Venezuela. Chaque semaine, le programme est réalisé dans une localité différente.

La réforme agraire s'accélère

Quinze jours après la victoire du 15 août, le président vénézuélien a annoncé l'accélération de la réforme agraire lancée en 2001.

La Loi des terres et du développement rural recense les parcelles devant être redistribuées aux paysans, terres inexploitées,

aujourd'hui à l'abandon. Ce recensement est réalisé conjointement par l'armée vénézuélienne, des institutions civiles, et l'Institut national des terres.

Les militaires sont régulièrement mis à contribution pour permettre l'application réelle de la réforme agraire. Certains gros propriétaires terriens tentent d'empêcher les redistributions, emploient des tueurs à gage et des milices paramilitaires.

Depuis 2001, la Loi des terres prévoit des amendes et impose des négociations aux propriétaires de grandes parcelles inutilisées. Si aucun accord n'est trouvé, l'État décide l'expropriation. Fin 2003, 2 262 467 hectares ont été distribués à 116 899 familles.

La question de la dette extérieure

À plusieurs reprises, Chávez a remis en question la légitimité du remboursement de la dette extérieure, et a appelé à « éliminer » le Fonds monétaire international.



Photo DK

Ce discours contraste avec la pratique. Chávez a affirmé dès son investiture qu'il allait honorer les dettes de l'État. L'administration Chávez rembourse ses créanciers, et le président n'a pas rompu avec les institutions financières internationales.

Mais le gouvernement bolivarien n'a jamais signé d'accord avec le Fmi, s'octroyant une autonomie dans la conduite de politiques économiques et sociales.

Plutôt que l'affrontement, Chávez mise sur une possible alliance avec d'autres pays comme le Brésil ou l'Argentine.

La réalisation d'un audit sur les origines et le contenu exact de la dette extérieure est un moyen d'action du gouvernement pour déterminer la légalité ou l'illégalité de plusieurs transactions réalisées par les gouvernements précédents. Un audit ouvrirait des possibilités pour renégocier ou récupérer certaines dettes contractées illégalement sur le dos de la population.

Le gouvernement Chávez a besoin des moyens financiers adéquats pour aller jusqu'au bout des réformes entreprises.

Marie-Catherine Andreani

Retour à Hébron et aux Hébron(s) à venir

Chantal Abu Eische, son mari et ses enfants, sont installés à Hébron depuis huit ans. Chantal y anime une association culturelle.

Cette famille vit le quotidien de la guerre, des occupations, du quadrillage de l'armée israélienne, des attentes interminables aux barrages, des arrestations, des expulsions. Retour de vacances...

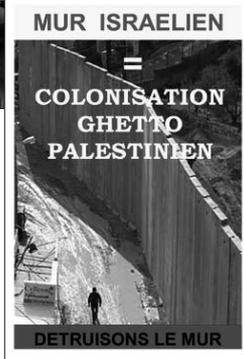
A ce retour de vacances, pas de changement flagrant dans la situation quotidienne; une fois de plus la ville est bouclée suite aux attentats de Bersheva, alors que dire et que décrire ? Raisins et figues sont mûrs, les olives le seront bientôt, les enfants ont repris le chemin de l'école (à raison, parfois, de 50 par classe !), les cartables fleurissent aux devantures des magasins : un nouvel automne comme tant d'autres ? La nature en effet conserve ses droits tandis que les Hébronites constatent que les leurs sont rognés chaque jour davantage car on parle maintenant de deux murs pour Hébron : l'un qui coupera la ville en deux et l'autre, fameuse « clôture de sécurité », dont le tracé confisquera 48% des terres du district. Il y a pourtant déjà les deux zones H1 et H2, matérialisées par des blocs de béton qui empêchent la circulation de l'une à l'autre des véhicules comme des piétons. Il y a aussi, depuis l'été 2003, des tourelles d'observation de l'armée aux quatre points cardinaux qui surplombent la vieille ville, sans compter celles installées aux entrées de la ville à proximité des barrières métalliques fermées à chaque bonne occasion (attentat en Israël, jour férié en

Retour de vacances



Israël, «menaces terroristes» etc.). On pourrait donc penser qu'il n'est pas nécessaire de s'alarmer... De même qu'il existe désormais plusieurs Palestine tant chaque ville connaît une situation spécifique et que l'extrême difficulté à aller du nord au sud tend à distendre le tissu social palestinien, on peut facilement imaginer les quatre Hébron à venir : - celui qui se vide et ne peut soigner ses plaies c'est à dire la vieille ville -où les habitants, eux, vivent dans l'insécurité permanente du fait des exactions des colons et de la présence de l'armée- bientôt

totalemment asphyxiée par un nouveau mur de la honte (H1) - celui qui se développe au détriment du premier (H2) mais dont les limites correspondent peu ou prou à celles des colonies environnantes - celui qui, en bordure de la future section du mur, sera étranglé car adjacent au mur « intérieur » - et une sorte de zone de friche, jadis riche en cultures mais à laquelle les habitants n'auront plus accès. Certes la situation économique de la ville sera très affectée par ces nouveaux obstacles : les carrières de pierre, puits, terres agricoles et zones



industrielles seront-ils accessibles ? Le commerce, activité fleuron d'Hébron, pourra-t-il se maintenir ? La cohésion sociale, dont l'effritement est désormais sensible, disparaîtra-t-elle pour ne produire que des poches de population à ressources inégales, à droits plus ou moins amputés, à problèmes sociaux récurrents ? Autant de questions redoutables et de réponses redoutées.

Après la division de la Mosquée d'Abraham en 1994 puis de la ville en 1997, celle du district sera-t-elle l'ultime étape de la désintégration de la ville natale d'Adam, lieu de pèlerinage des Chrétiens, du second lieu saint du Judaïsme et du quatrième lieu saint de l'Islam ?... Nous sommes au pied du mur, reste à savoir lequel...

Chantal Abu Eische

COMME JE VOUS LE DIS

Irak : siège de Falloujah

Les Américains s'acharnent sur la ville de Falloujah qu'ils encerclent et bombardent depuis plusieurs semaines sous couvert de lutte contre le « terroriste » Abou Moussab al-Zarqoui. En fait, l'armée américaine cherche à éradiquer la résistance irakienne en détruisant la ville et en terrorisant la population civile. Une pratique qui ressemble fort à celle de l'armée israélienne.

Otages français

Palinodies autour des journalistes enlevés en Irak : après avoir laissé mener des tractations par des voies parallèles, les autorités françaises font mine d'être surprises par la médiation officieuse du député Didier Julia et de son entourage. On ne sait toujours pas par qui les deux hommes sont détenus.

Quand Israël massacre en toute impunité

L'armée israélienne a détruit des dizaines d'immeubles et de maisons dans le camp de réfugiés de Djabalia dans la bande de Gaza et tué plus d'une centaine de Palestiniens lors d'une opération militaire d'envergure début octobre. Il s'agissait, selon le gouvernement israélien, de mettre fin à des tirs de roquettes contre des colonies israéliennes. Ce déchaînement de violence, sur fond de « plan » du gouvernement Sharon pour évacuer la bande de Gaza, n'a pas provoqué de réaction au Conseil de sécurité de l'Onu, si prompt d'habitude à pérorer sur les violations des droits de l'homme partout dans le monde.

Michel Barnier en visite en Israël

En visite en Israël le 19 octobre, le ministre des Affaires étrangères français s'est déclaré satisfait du projet de retrait de l'armée israélienne de la bande de Gaza. Il a rappelé à la diplomatie israélienne que « l'on ne fera rien sans Arafat et on fera encore moins en agissant contre lui ».

Darfour

Le président libyen Mouammar Kadhafi et les dirigeants du Tchad, d'Égypte, de Libye, du Nigeria et du Soudan, se sont réunis lors d'un sommet à Tripoli. Ils ont réaffirmé leur refus de voir une intervention « internationale » au Darfour. Le président libyen doit entrer en contact avec les parties en présence et coordonner l'action des dirigeants politiques africains qui entendent trouver une solution négociée à cette situation.

Un résistant irakien enlevé par les services parallèles américains à Bagdad

Abdul Jabbar Al Kubaysi, Président de l'alliance Patriotique Irakienne, interviewé dans *Le Manifeste* il y a quelques mois, a été « arrêté » à Bagdad le 3 septembre dernier par les services de l'ambassadeur américain en Irak Négroponte. Négroponte n'est pas un inconnu. Il a été ambassadeur américain au Honduras dans les années 80. Il est un des inspirateurs de l'opération Condor - alliance entre les dictatures sud-américaines dans les années 70-80 pour poursuivre et exécuter leurs opposants dans le sous-continent. Il est également à l'origine de la mise en place des escadrons de la mort, ces groupes paramilitaires

chargés d'éradiquer toute opposition politique dans les pays d'Amérique Latine à coup de massacres collectifs, d'enlèvements d'opposants, d'exécutions sommaires...

Réfugié politique en France où il vivait avec sa femme et ses deux enfants, Abdul Jabbar Al Kubaysi avait décidé de retourner en Irak début 2003 après l'invasion de son pays par les États-Unis. Il assumait depuis un rôle politique, travaillant à l'unité de la résistance irakienne. Depuis le 3 septembre, personne n'a plus de nouvelles d'Al Kubaysi, qui était impliqué dans les tractations pour la libération des otages français. Ses proches craignent qu'il ne « disparaisse » purement et simplement dans les geôles américaines.

Société

« Le communisme n'a pas dit son dernier mot »

André Gerin, député du Rhône, maire de Vénissieux, vice-président de la communauté urbaine de Lyon vient de publier *Et si le capitalisme avait fait son temps ? – Utopistes debout !** Le 17 septembre dernier, il recevait quelques journalistes à l'occasion d'un déjeuner de presse au restaurant Le Petit Riche pour donner les raisons qui l'ont poussé à sortir maintenant ce livre dont le titre à lui seul est déjà tout un programme.



Photo DR

Ma volonté est de « booster » le Parti communiste. Ce livre est un engagement personnel, le refus de toute idée d'abandon et de renoncement, un combat pour la vie sociale et politique, un combat pour la vie tout simplement. Je pose comme exigence la volonté de garder au fond de soi un désir de résistance. Je pense qu'il y a une attente très forte chez les communistes, adhérents ou pas du Pcf. Il existe un espace pour le communisme, une sorte de passion française du communisme qui est toujours présente. Il faut sortir de la léthargie pour élaborer un projet communiste. Je revendique l'espoir, le rêve, l'utopie. J'appelle les utopistes à être debout. Loin des grandes illusions des lendemains qui chantent, portons l'exigence de l'engagement, de la réflexion, de la pensée, de la production d'idées fortes.

Poursuivre la Révolution

Le capitalisme a un problème de légitimité à l'échelle planétaire. Nous ne sommes plus au stade du capitalisme qui, malgré ses contradictions, a correspondu à une période de

développement de la société. La question des moyens de vivre est posée à des milliers de personnes et le capitalisme est incapable de répondre aux défis d'aujourd'hui. Peut-être bien que le communisme n'a pas dit son dernier mot. Avec ce livre, j'essaie, sans éluder les questions, de développer l'idée que le socialisme et le communisme sont toujours des idéaux renaissants et d'actualité.

À titre personnel, je reprends la formule que Wolinski avait utilisée avec l'un de ses dessins paru dans *L'Humanité* : « *Les communistes veulent changer le monde sans changer les hommes, mais pour changer le monde, il faut changer les hommes* ». Je crois qu'il faut une réponse collective, mais les individus doivent aussi se prendre en charge sur la base de valeurs morales et civiques. Le collectif n'a de sens qu'en rapport avec les individus qui le composent. Il vit et se nourrit des caractéristiques bonnes ou mauvaises de chacun, de l'engagement personnel. Nous avons à repenser la notion du collectif du point de vue culturel et global. Derrière tout projet de société, il y a des hommes.

Il faut poursuivre la Révolution française qui reste inachevée. La Révolution française a été portée par un véritable élan populaire et l'affirmation de valeurs humaines qualifiées d'universelles. L'enjeu actuel est de régénérer les principes de solidarité et de fraternité comme valeurs concrètes et universelles.

Nous devons nous opposer de

manière radicale et sans complaisance à ce que j'appelle le harcèlement textuel, à l'intelligence aveugle, à cette technocratie, à cette technostructure, à ces experts qui déposent les peuples et les individus, à cette haute fonction publique qui tient l'essentiel des pouvoirs politiques, économiques et financiers dans notre pays et qui, en finalité, se moque comme d'une guigne de la République.

Reprendre le pouvoir, rendre le pouvoir au peuple, c'est une façon pour nous de réapprendre à penser.

La part d'utopie du communisme

Défendre la nation française est un impératif. Défendre le principe même de nation en ce



qu'il rassemble des identités culturelles, historiques, des modes de vie en société, des langues. Pour moi, la nation française incarne les valeurs universelles. La nation constitue le terreau historique dans lequel les peuples se sont forgé leur identité et ont acquis leur maturité, à travers d'innombrables luttes, avan-

cées ou tragédies. C'est le lieu notamment des métissages.

Le problème crucial est de faire en sorte que le citoyen se trouve au cœur des décisions, au cœur du pouvoir. Nous avons à réfléchir sur tout ce qui nous paraît fondamental du point de vue du développement humain, de la démocratie. Il y a une part d'utopie dans la démarche communiste. Le communisme est un processus qui va du réel à l'utopie. Nous ne sommes pas dans le domaine des choses qui se décrètent mais des choses qui se construisent. Il est bon de remettre des rêves au cœur de la vie sociale et politique.

Un vrai projet communiste

Sur les objectifs à court terme, il y a une opportunité avec le referendum sur la constitution. Je voudrais que le Pcf soit moins frileux et développe l'idée d'un « Non » communiste et républicain. La majorité des peuples d'Europe ne partagent pas la gestion capitaliste de l'Europe. Le Non peut être majoritaire à condition de ne pas limiter le rassemblement à un « Non de gauche ». Il faut dépasser le clivage gauche-droite. Il faut dire « Non » pour la France, un « Non » positif. Il faut un vrai projet communiste pour les présidentielles de 2007. Nous devons porter une identité communiste qui

s'adresse au peuple de France et décider rapidement du candidat. J'ai le mien : Alain Bocquet. Il a conduit aux dernières élections une liste avec une identité communiste forte et a obtenu un bon score. Cette identité n'est pas morte dans ce pays. Je me prépare à faire un tour de France avec ce bouquin pour participer au réveil du Pcf.

Le Parti communiste doit imaginer du neuf. Il existe un grand besoin de rassembler la famille communiste avec un vrai projet communiste. Notre peuple a besoin de savoir quelles ambitions nous avons pour la France. On s'est adapté à la société telle qu'elle est. Nous pouvons penser autrement l'avenir de la société : oui, le capitalisme a fait son temps ! Un des problèmes du Pcf est de reconquérir les couches populaires. Nos liens de proximité sont encore considérables. Ne négligeons pas ce « capital » ! Il faut se démarquer du Ps, la nécessité est forte que l'influence communiste retrouve sa place. Il faut savoir si nous sommes un parti de gouvernement ou un parti au gouvernement. La participation, ce n'est pas stratégique, ce qui l'est c'est le rapport au peuple. Il faut que le Pcf retrouve son autonomie. Je suis prêt à jouer mon rôle pour ces objectifs au niveau national. Il faut être capable tous ensemble d'être le plus loyal possible et de rassembler tous les communistes. Nous sommes tous co-propriétaires du Parti. »

Propos recueillis par Patricia Latour

* Le temps des Cerises, éditeurs, 12 euros.



« À l'Ouest »

J'ai lu récemment dans un journal télé, à propos d'un acteur connu, qu'il jouait souvent des rôles de personnage « complètement à l'Ouest ».



Photo Patricia LATOUR

J'avais déjà rencontré cette expression à quelques reprises,

ces derniers temps, dans des conversations familières, et je m'étais demandé d'où elle sortait. Il semble qu'être à l'Ouest (*a fortiori*, « complètement à l'Ouest ») signifie être déjanté, marcher à côté de ses pompes, autrement dit avoir un comportement lunaïque et hors du commun. Le mystère réside dans le point cardinal choisi. Ni l'Est, ni le Sud, ni le Nord... (On dit au contraire, « perdre le Nord », quand on ne sait plus où on en

est, ce qui s'explique aisément, les aiguilles des boussoles indiquant toujours le pôle magnétique...) Mais l'Ouest ? Il faut se rendre à l'évidence : l'Occident est fou. C'est en tout cas ce que nous dit l'inconscient du langage.

Le Far-West, la frontière située à l'ouest chère aux pionniers nord-américains est un lieu hors la loi et anormal d'où nous viennent toutes les inventions les plus incongrues et les comportements les plus aberrants. Il faut dire que l'actualité ne manque pas d'événements qui viennent conforter cette idée reçue. L'Ouest mythique qui continue d'atti-

rer les imaginations, et passe aux yeux du monde entier pour la partie la plus développée de la planète, est en même temps perçu comme l'endroit de la plus grande folie.

Il y a peut-être une sagesse, cachée dans les mots. (Un poète américain récemment rencontré m'a fait remarquer qu'en anglais l'expression « to go South » (aller vers le Sud), en langage parlé des États-Unis, signifie « passer l'arme à gauche ». Le Sud, c'est la mort. Après ça, ne venez pas dire que j'ai l'esprit mal placé !)

Francis Combes

AUTRES POINTS CARDINAUX

Biélorussie

Le referendum organisé dimanche 17 octobre en Biélorussie permet au président en exercice Loukachenko de se représenter à la tête du pays sans limitation de mandat. Ce résultat provoque l'ire de la « communauté internationale », qui voit en Loukachenko un « dinosaure stalinien »... Il faut préciser que le dit dinosaure n'a pas liquidé son économie au profit des multinationales et qu'il a opéré un rapprochement avec le président Poutine. Aux élections parlementaires qui se tenaient le même jour, le parti de Loukachenko a remporté 108 postes sur les 110. Un pays peuplé entièrement de dinosaures...

Élections présidentielles aux États-Unis

John Kerry remonte dans les sondages au fur et à mesure de la campagne présidentielle. Selon les analystes politiques, il est sorti nettement vainqueur des « débats » qui l'opposent à George W. Bush. Est-ce vraiment une performance ?

Venezuela

Mardi 13 octobre, « journée de la résistance indigène » au Venezuela – rebaptisée en 2002 par le président Chavez pour remplacer la « journée Colomb » –, plusieurs personnes ont déboulonné la statue de Christophe Colomb à Caracas. Des représentants indiens ont demandé au président Chavez de remplacer cette statue, symbole du génocide, par celle de Gaicaipuro, un chef indien de Venezuela qui s'est battu contre les colons espagnols.

Afghanistan

Si les « observateurs internationaux » ont émis des doutes sur le referendum biélorusse, ils ont trouvé parfaitement normal le déroulement des élections en Afghanistan. Curieux, quand on sait que l'encre indélébile, dont les votants devaient s'imprégner les doigts afin de pas voter à plusieurs reprises, ne l'était finalement pas et que les votes s'achevaient au vu et au su de tout le monde.

Projet de résolution sur le Soudan

Le Secrétaire d'État américain s'est référé à l'article 8 de la Convention sur le génocide au moment où il a présenté un projet de résolution au Conseil de sécurité à propos du Darfour. C'est la première fois qu'un État partie a jamais invoqué cet article, a déclaré le porte-parole de l'Onu, Fred Eckhard. À sa sortie du Conseil, le Représentant permanent des États Unis auprès de l'Onu à New York, John C. Danforth, s'est dit très encouragé par le fait que le Conseil de sécurité ait conscience qu'une action était nécessaire.

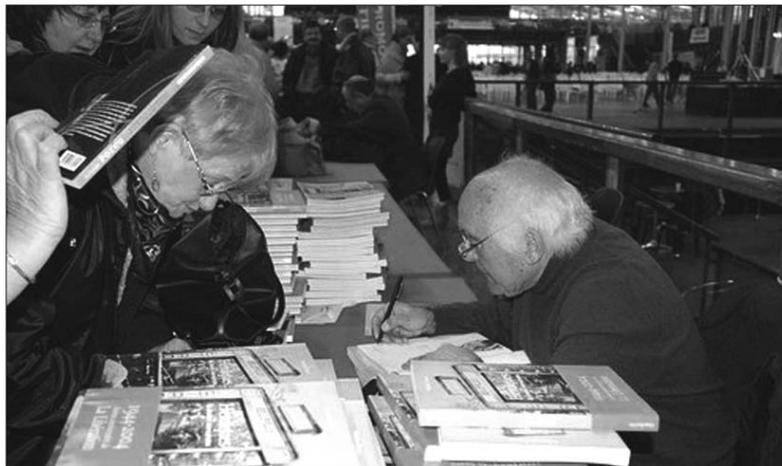
Gageons que cela n'est pas très « encourageant » par contre pour la paix dans la région.

H é r o i q u e s

Qu'y a-t-il de commun entre Jacques Decour, professeur issu d'une famille aisée, René Le Gall, ouvrier terrassier, Germaine Trugnan, une jeune fille de 16 ans arrêtée en mai 1941, ou Samuel Tyszelman, torturé à mort par les nazis ?

Ils étaient communistes. Antoine Porcu réédite cette année, aux éditions du Geai Bleu, un livre consacré aux résistants communistes de la Deuxième guerre mondiale qui ont donné leurs noms à des rues de Paris ou dont le souvenir est conservé par des plaques commémoratives.

En près de deux cents pages abondamment illustrées, Antoine Porcu retrace l'itinéraire de ces résistants. Hommes et femmes, jeunes et vieux, ouvriers et intellectuels, hauts responsables du Parti ou simples militants, nombre d'entre eux n'ont pas hésité à sacrifier leur vie dans la lutte contre l'occupant nazi. Certains sont restés dans l'imaginaire et dans l'historiographie comme des héros : le colonel Fabien, Manouchian, Rol-Tanguy ou Gabriel Péri. D'autres sortent de l'oubli grâce à cet ouvrage. Car si des rues de Paris portent les noms de résistants communistes, il est très rare que les habitants ou les promeneurs trouvent une quelconque précision. Ainsi Michel Rolnikas, avocat, membre du Secours rouge international, fusillé au Mont Valérien en 1941 : au 43 avenue Gambetta (20^e arrondissement), une plaque commémorative indique : « Ici habi-



Antoine Porcu dédicace son livre aux « 100 ans de l'Huma ». (Photo DR)

tait Rolnikas, fusillé par les nazis le 22 octobre 1941 à Compiègne, mort pour la France ».

On peut également trouver in extenso dans ce livre la lettre adressée par Vercors au général De Gaulle en 1956 : « Et quel parti plus que le PC avait été brisé en mille morceaux épars se cherchant dans la nuit, pendant les premiers mois ? Cependant, quel autre « parti » a édité clandestinement une revue résistante dès 1940 ? Les radicaux ? Les socialistes ? Les modérés ? Quel réseau issu d'un « parti » a fonctionné

avant les réseaux communistes ? Penseriez-vous à reprocher aux autres ces longs mois passés à hésiter, à se chercher, à s'organiser ? Trouveriez-vous raisonnable de les accuser, pour ces retards, d'obédience à Rome, ou à la Maison Blanche, plus qu'à la France ? [...] Reprocher aux communistes les mêmes retards, saisir une coïncidence (d'ailleurs bien imprécise !) de date pour les en accabler, n'est-ce pas faire, d'une simple prévention à leur égard, une fausse certitude – en d'autres termes commettre une profonde injustice ? »

À une époque où le révisionnisme tente de gommer l'action de la résistance communiste, le livre d'Antoine Porcu contribue à éclairer le rôle des communistes dans la résistance, notamment dans la résistance armée. Ni une thèse d'histoire, ni ouvrage apologétique, ce livre est un simple « devoir de mémoire ».

Antoine Porcu

Héroïques, ils étaient communistes, éditions Geai Bleu, 192 p., 25 €

Lucien Sève et Marx

Star Académie ?

J'avoue n'être pas membre du Parti communiste français et par conséquent n'être vraiment séduit par aucune de ses tendances. Ma paresse aidant, je me perds dans le mince labyrinthe qu'elles constituent. Néanmoins, je suis sensible à leurs expressions, car il n'en existe pas une qui, de près ou de loin, n'essaie de se compromettre avec le réel.

A ce titre, j'ai lu, non sans assiduité, les ouvrages de Lucien Sève. Je lui voue un respect permanent bien que je ne sois pas un de ses affidés affolés qui, à l'exemple d'un de mes amis approximatifs, louerait son dernier livre sur deux pages de journal, sans, manifestement, en avoir pris connaissance. Il prononce son éloge en exposant leurs liens sympathiques et en en référant à des conversations ou des lectures anciennes, soulignant par la même occasion l'apport décisif généré par Lucien Sève dans un domaine, l'histoire, où il s'emploie. J'appartiens à une autre catégorie. Mes louanges n'ignorent pas l'irrévérence. J'ai à diverses reprises souligné sa nécessité, sa subtilité, son scrupule et affirmé combien sa qualité d'écriture était trop rare pour ne pas convaincre.

Marx et nous : la question du communisme

Marx et nous, introduction de *Penser avec Marx aujourd'hui*, dresse un tableau parfois intime et toujours bienvenu des relations qui unissent Lucien Sève à ce qu'il nomme désormais la "pensée-Marx." Le livre de Lucien Sève foisonne. Il est indéniable qu'avec lui Lucien Sève approfondit des ouvrages

Lucien Sève est philosophe et membre du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) depuis sa création (1983). Il est l'auteur de nombreux travaux sur la culture philosophique et scientifique issue de la pensée de Marx. Il a également rédigé le rapport Recherche biomédicale et respect de la personne humaine, et écrit notamment *Pour une critique de la raison bioéthique* (Paris, Odile Jacob, 1994) et *Commencer par les fins. La nouvelle question communiste* (Paris, La Dispute, 1999).



Illustration France MOREL

antérieurs qui posaient, en termes renouvelés, la question du communisme. Il est indéniable que Lucien Sève s'efforce de ne pas morceler Marx et Engels. Il y parvient dans une très large mesure. Lucien Sève aborde Marx sous deux aspects : sa minoration constante, encore qu'il soit l'objet de multiples réhabilitations depuis plusieurs années (le dernier avatar étant son éloge par Alain Minc) et, autre versant de cette minoration, l'incompréhension qu'il a suscitée chez nombre de ses disciples comme chez la plupart de ses adversaires. On

peut se demander à juste titre la manière dont Marcel Gauchet l'a perçu quand il nous sert la tarte à la crème du "déterminisme historique" pour le condamner. Marcel Gauchet est un grand homme. Le Panthéon des idées reçues l'attend et il devrait s'inscrire très vite à la *Star Académie* afin d'assurer son autorité. Lucien Sève procède autrement. Il se défie de formules à l'emporte-pièces et tente, non sans succès le plus souvent, de restituer un Marx que l'imbécillité de ses commentateurs n'entacherait pas. Il s'avise de retracer, par le détail et avec une modeste

persuasive, une pensée qui n'a pas tout dit d'elle-même et que l'on a extrapolée avec plus ou moins de pertinence. On a prolongé Marx en le trahissant. Il réconcilie, la chose n'est pas négligeable, le théoricien pur (au début du siècle, telle somme philosophique, Brunschvicg, n'hésitait pas à qualifier Marx d'immense métaphysicien afin de le retrancher de son activité pratique) de ses travaux d'organisateur. Marx n'a pas tout dit, mais il en a dit et fait suffisamment pour créer un mouvement d'une ampleur décisive.

Et il est juste, sinon opportun, que Lucien Sève s'évertue à signaler des carences, encore qu'en certains domaines, elles paraissent moins évidentes que leur énoncé. Pour ma part, je ne crois pas que Marx ait négligé les instances culturelles, l'art, même s'il n'a jamais produit le fascicule qui répondrait aux attentes des exégètes. Son apport en matière d'analyse littéraire, dès *La Sainte-famille*, a tout simplement bouleversé la critique qui jusqu'alors dédaignait les effets idéologiques, falsifiait la sociologie, encore balbutiante il est vrai, sanctionnait la politique en éludant ses fonctionnements "à l'œuvre" et s'exonérait du contexte, comme si le contexte ne parlait pas et comme si l'œuvre était subordonnée à une morale, voire un moralisme. Par ailleurs, il est difficile d'oublier que la double historicité qui anime une œuvre (*Introduction à la critique de l'économie politique*), même si elle a été signalée par Hegel dans son *Esthétique*, mais comme en passant, révolutionne l'appréhension d'une œuvre d'art. Rimbaud, comparaison hâtive, a composé cinquante pages de vers qui ont métamorphosé la poésie. Sur la même lancée, la culture et la reproduction du savoir, la formation idéologique des élèves surgit, si je me souviens bien, dans *Le Dix-huit brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* quand il s'agit du transfert de l'éducation aux Jésuites. En ce qui concerne Engels, je ne l'exonérerai pas de *L'Anti-Dühring*. Le dommage a été consécutif. La sociologie, l'idéologie et le politique ont tramé la critique marxiste vulgaire qui a négligé gravement l'histoire des formes. En la matière, relire Lénine ou, à un moindre degré, Aragon et Nizan, consterne.

La dialectique de la pensée marxiste

Enfin, pour en revenir à notre mouton, au sujet saisi par le vif, Marx est moins à côté de la plaque que des marxistes qui se sont réclamés de lui. Je suis Espagnol et, je le confesse, Luc Ferry revêt pour moi les habits démodés d'une insignifiance. Je conçois que Lucien Sève discute de morale en le prenant pour tête de Turc. J'ignorais l'étendue de son influence à l'échelle pla-

Lucien Sève et Marx

nétaire. Il est vrai qu'à Barcelone, la poste ne fonctionne pas. Mais passons... Car Lucien Sève rétablit une complexité. Marx ne se résume pas à ses vulgates, même si ses vulgates et c'est là que le bât blesse se sont avérées efficaces. Un examen sérieux du « stalinisme » reste toujours à faire et le « stalinisme », pas plus que le « bolchevisme », ne sont frappés d'un péché originel à moins d'être sacrément pascalien. Les évènements auraient pu évoluer diversement. Rien n'était écrit...

Lucien Sève, qui décerne un *satisfecit* de marxisme à Lénine (il en a bien besoin de masse à pu s'exercer et qu'el n'a pour ainsi dire rencontré aucune opposition socialisée. De surcroît, Staline recourt au rôle de la violence dans l'histoire (*Anti Dühring*) pour asseoir des pratiques flottantes. Le rédacteur de *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* (Staline n'a pas lu tous les livres qu'il a écrits) puise ses exemples chez Engels.

Très judicieusement, Lucien Sève ne s'en tient pas là. Il démontre combien la dialectique soutenait la "pensée-Marx" y compris dans la rédaction du *Capital*. Que la dialectique est inséparable des conceptions de Marx comme de ses conclusions et qu'elle n'est donc pas une pollution idéaliste du matérialisme, comme l'ont suggéré Althusser et ses amis ou une incongruité intellectuelle comme l'a affirmé Freud.

Marxisme et réalité. Pacifisme et révolution

Lucien Sève passionné et nous ne nous en étonnons pas. Il dispose d'une immense culture, d'une culture acquise au cours de ses recherches et nous lui savons gré de la dispenser.

Dans son ouvrage, il insiste sur le texte de 1895 d'Engels,

ici qualifié de lettre-manifeste, ou le compagnon de Marx disserte sur l'éventualité d'un passage pacifique au socialisme. Lénine, lui-même tenté un moment par la voie pacifique, n'y a souscrit qu'évasivement. Jean Pierre Faye, il y a vingt ans, notait l'absence de considération de Lénine à l'égard de la "lettre-manifeste". Et pour cause... La philosophie française se distingue

par une vocation au commentaire, à l'exégèse.

Rares les ouvrages, les manuels, les traités, les essais qui, en définitive, écharpent le réel, s'y collent. En l'espace, les talumistes règnent. Au travers de ce texte, plusieurs questions nous sont posées. Une de caractère général. Les réflexions sont-elles des ordonnances ou des prescriptions à observer *stricto sensu* ? Je rappelle, pour illustrer, mon interrogation, que Gramsci, l'homme du consensus, a rédigé une note où il souligne que l'insurrection des ouvriers et paysans italiens a été engagée au mépris d'une lecture conformiste de Marx et même contre Marx. Mais voilà, Gramsci n'était pas en quête d'un nouveau dogmatisme, car c'est là que l'histoire du communisme français embarrasse : il n'a jamais été qu'une succession de dogmatismes dérivés de la "pensée-Marx", d'un Marx désintégré. Au Parti communiste français, on réfléchit, on ne pense pas. L'analyse des circonstances cède le pas, aujourd'hui encore plus qu'hier, à un aveuglement dicté par la contingence. Le Parti communiste français se débat entre l'apathie et l'émoi. Lénine a été confronté à une circonstance de taille, une circonstance qu'Engels n'avait pas envisagée et que Gramsci et ses camarades ont essayé : le premier conflit mondial. Je me demande si la lecture de la "lettre-manifeste" d'Engels aurait changé quelque chose aux décisions prises par les bolcheviks et si Engels, en de pareilles circonstances, se serait rangé du côté des marxistes qui tergiversaient au nom d'une lecture correcte de Marx et de ses textes.

Par ailleurs, la voie pacifique

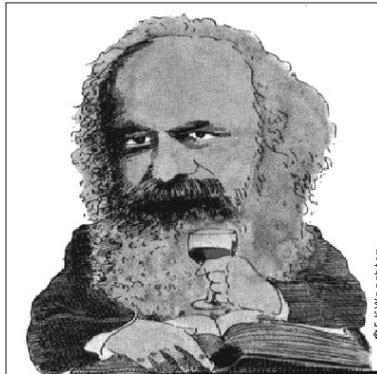
n'évacue pas la révolution. Les violences ne sont pas nécessairement sanglantes. De plus, nuance supplémentaire, en répondant à Dühring, Engels explique que les coercitions, la domination, se dispensent parfois de violence. Il n'empêche que la bourgeoisie et le capital dominant et durement.

Je crains, à l'époque où les communistes français se

plus simple.

Le travail entrepris par Lucien Sève est ambitieux. Il faut s'y reporter sans attendre la suite. Il est important : de le lire et l'étudier, et d'y revenir le cas échéant.

Denis Fernandez Recatalà



Bibliographie partielle Lucien SEVE

L'École et la laïcité, 1956 (EDSCO).

La philosophie française contemporaine et sa genèse de 1789 à nos jours, 1962, Éditions sociales.

Marxisme et théorie de la personnalité, 1969, Éditions sociales (cinquième édition : 1981).

Psychanalyse et matérialisme historique (dans *Pour une critique marxiste de la théorie psychanalytique* (avec Pierre Bruno et Catherine Clément), 1973, Éditions sociales.

Les communistes et l'État (avec Jean Fabre et François Hincker), 1977, Éditions sociales. **Structuralisme et dialectique**, 1984, Messidor Éditions sociales.

La personnalité en gestation (dans *Je sur l'individualité, collectif*, 1987, Messidor Éditions sociales.

Communisme, quel second souffle ? 1990, Messidor Éditions sociales.

Pour une critique de la raison bioéthique, 1994, Odile Jacob. **Sciences et dialectiques de la nature**, collectif coordonné par L.S., 1998, La Dispute.

Commencer par les fins. La nouvelle question communiste, 1999, La Dispute.

RIEN À VOIR ET TOUT À VOIR

Loi gouvernementale sur les restructurations La Commission exécutive de la CGT vient d'annoncer qu'elle organisera une mobilisation nationale en novembre contre le projet de loi du gouvernement sur les restructurations, afin de peser sur les députés avant l'examen du projet de loi à l'Assemblée nationale. Le projet de loi sur les restructurations étend aux salariés des PME le droit au reclassement en cas de licenciement économique, réservé jusque-là aux grandes entreprises. Mais il comporte surtout plusieurs mesures « allégeant les contraintes des entreprises en cas de licenciement collectif », ce qui devrait faire l'affaire du Médef, même si le gouvernement a dû reculer sur la possibilité de licencier pour cause de « sauvegarde de la compétitivité ».

Yvan Colonna disculpé Pierre Alessandri, un des membres du commando qui a exécuté le préfet Erignac, s'est accusé de l'assassinat lors d'une confrontation dans le cabinet du juge d'instruction Gilbert Thiel. Il avait rédigé une déclaration identique quelques jours auparavant. Yvan Colonna a été arrêté après quatre années de fuite. Il a toujours nié avoir participé à l'exécution de Claude Erignac. Jusqu'à présent, aucun indice matériel ne permet de prouver qu'il était sur les lieux du meurtre. L'avocat d'Yvan Colonna demande une confrontation avec les cinq membres du commando condamnés dans ce dossier, dont deux ont déjà disculpé Yvan Colonna en affirmant qu'il n'avait pas participé au meurtre.

Vieille rengaine... « J'écouterai sur la 2 un face à face entre Bernard Thibaud et un ancien patron député UMP. Celui-ci dit à un moment : « Ça, c'est le vieux refrain de la lutte des classes ». On entend souvent ce genre de choses depuis quelques temps, sous des formes diverses : « vieux refrain, vieille rengaine, vieille problématique, vieil argument. [...] Le dénominateur commun de ces expressions est l'emploi du mot « vieux ». Serge Halimi, dans son livre *Les nouveaux chiens de garde* analyse très bien ce procédé qui consiste, avec des mots choisis à ringardiser une réalité ou une notion de façon à ce que l'adversaire ne puisse plus s'y référer. [...] Bernard Thibaud a répondu sans faire la moindre allusion au fait que si la lutte des classes constitue une rengaine, c'est qu'elle existe toujours, qu'aujourd'hui pas plus qu'hier et pas plus que demain les intérêts des travailleurs ne sont ceux des patrons. Quand donc un syndicaliste, un homme politique ou toute autre personne publique aura-t-il le courage de dire que pour que la lutte des classes soit vraiment dépassée, il faudrait qu'elle n'existe plus ? Qu'il ne suffit pas de qualifier une chose ou une notion de « dépassée », « démodée », ou de lui accoler n'importe quel qualificatif péjoratif pour que la réalité suive ?

Françoise Lopez, Bouches-du-Rhône



Jaurès

Jaurès multiplié

Qui êtes-vous, qui es-tu, citoyen Jaurès, camarade Jaurès ? Il faut donc prendre la voie du biographe studieux et scruter une origine, un caractère, des goûts, des relations. Cette bonne volonté n'en montre pas moins ses limites, et il peut arriver qu'elles désorientent. Car c'est en quelque sorte le côté descriptif, et sans doute n'embrasse-t-il pas tout le champ de vision que présente une personnalité politique aussi remuante et inventive, à la carrière exceptionnelle.



Collection Patrice MOREL

C'est un lieu commun qui a la vie dure, comme si ce raccourci en forme de lapalissade suffisait à notre compréhension : l'histoire, observée-on souvent, trop souvent, n'est que ce que les hommes en font. Il est vrai que si elle tombait du ciel, nous nous en serions aperçus depuis longtemps. Bien que, parfois, nous la prenions sur la tête. Plus prosaïquement, cette vérité d'évidence peut servir aussi à se débarrasser de quelques réalités encombrantes, et du même coup, à éliminer une chronologie de faits explicites, de ces faits que Lénine, qui s'y connaissait un peu, semble-t-il, jugeaient têtus. Naturellement, l'on pourrait, en un style lapidaire, poser la

question : qui êtes-vous, qui es-tu, citoyen Jaurès, camarade Jaurès ? Il faut donc prendre la voie du biographe studieux et scruter une origine, un caractère, des goûts, des relations. Cette bonne volonté n'en montre pas moins ses limites, et il peut arriver qu'elles désorientent. Car c'est en quelque sorte le côté descriptif, et sans doute n'embrasse-t-il pas tout le champ de vision que présente une personnalité politique aussi remuante et inventive, à la carrière exceptionnelle.

1889 et 1905

La cohérence exige que soient pris en compte d'autres éléments d'étude, au-delà, ou autour des signes individuels.

En effet, l'on ne peut réellement comprendre ce qui s'est produit jusqu'à l'assassinat en passant par Carmaux ou l'heure des édités de *L'Humanité*, si l'on ne ressaisit pas également les traits les plus accentués d'une ample structure historique. Sur ce plan, deux dates-clés sont nécessairement à retenir : 1889 et 1905. Entre-temps ? Eh bien, entre-temps, ce fut tout à la fois chaotique et prometteur, désordonné et énergique.

En juillet 1889 se tient à Paris le congrès de reconstitution de L'Internationale tandis que le petit-fils de Lazare Carnot inaugure, pour le centenaire de la Révolution, la tour Eiffel et la galerie des machines. En avril 1905, l'unité socialiste est réalisée grâce, entre autres,

à Vaillant, Guesde et Jaurès, réussite que l'on a attribuée, un peu abusivement, à la seule action de ce dernier, mais il est vrai aussi que sa stature va très vite s'imposer et dominer.

La division causa longtemps un tort fort dommageable au mouvement ouvrier français, déjà mal remis des blessures de la Commune et de leurs cicatrices. Cependant, l'on a un peu trop oublié que le premier fédérateur fut Jules Guesde en 1879 au congrès de Marseille, le fameux « immortel congrès » des militants. Le marxisme faisait officiellement son entrée dans les textes.

Puis les scissions se succèdent ou d'autres initiatives furent prises : les blanquistes, conduits par Édouard Vaillant,

fondèrent le Parti socialiste révolutionnaire, inattendu rival de la formation guesdiste ; Brousse se mit à la tête de ceux que l'on appela, et le mot dit assez la chose, les possibilistes ; Jean Allemane constitua le Parti socialiste ouvrier révolutionnaire (Lucien Herr, Jean-Baptiste Clément furent allemandistes), les partisans de Guesde et ceux de Vaillant opérèrent une fusion en 1901, tandis que la même année, broussistes, allemanistes et indépendants (Jaurès étant de ces derniers) se rassemblaient dans le *Parti socialiste*, avant-garde de celui de 1905, la Sfiio (Section française de l'Internationale ouvrière) qui décréta : « *Entente et action internationales des travailleurs, organisation poli-*

Jaurès par Jaurès

tique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir, socialisation des moyens de production et d'échange, transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ».

Motions du congrès d'Amsterdam

Et Jaurès se reconnaissait là-dedans ? Il faut croire, puisque ces principes découlent des motions du congrès d'Amsterdam tenu un an plus tôt et à l'issue duquel il s'était réconcilié avec Guesde, non sans quelque solennité et sous les applaudissements de tous les congressistes, y compris de Rosa Luxemburg avec qui Jaurès avait eu un échange assez vif. Et puis, outre sa popularité vite acquise, le tribune disposait d'un quotidien, *L'Humanité*, fondé la même année.

Un paysan qui a fait des études

Jaurès n'est pas si facile à classer. Certes, il est toujours possible de souligner les vieilles dualités : réformisme-révolution ; matérialisme-idéalisme, mais si l'explication s'inscrivait automatiquement d'elle-même derrière des étiquettes, ce serait trop commode pour être suffisant, trop décisif pour être complet. On ne dit pas que le rapport est inexact, l'on dit qu'il est un moyen d'investigation, et donc un commencement, non une fin. Qu'est-ce qui, bientôt, va cohabiter, et comment, chez Jaurès qui disait assez volontiers de lui-même : « *je suis un paysan qui a fait des études* ». Si l'on ne saurait dissimuler un brin de coquetterie – et pourquoi pas ? – ajoutons qu'il y avait plus encore, en cette plaisante remarque, l'expression sincère d'un attachement pour ainsi dire charnel à tout ce qui, à tous ceux qui, ouvriers, cultivateurs, artisans, petits employés, etc., formaient la vraie souche populaire. Issu d'une petite bourgeoisie rurale d'exploitants, élevé à la campagne, celui qui deviendra un brillant étudiant à Normale-

Sup et prendra pour sujet de thèse *De la Réalité du monde sensible*, ne délaissera jamais ces deux facteurs à son avis constitutifs de toute société égalitaire acceptable : la souveraineté indiscutée du peuple, l'humanisme qui doit

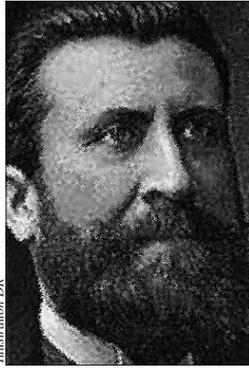


Illustration DK

en être à la fois le ferment et la preuve. Faut-il voir là, précisément, ces limites dont nous parlions plus haut ?

La démarche conduit, dans un premier temps, à s'interroger sur ce qu'il y eut en Jaurès d'authenticité révolutionnaire et d'insistance réformiste. Enfin, les deux pouvaient-elles s'articuler, de telle sorte que les secondes débouchent sur la première pour la concrétiser ? C'est en effet tout le problème, et certaines des raisons invoquées par Jaurès ne paraissent pas toujours assez convaincantes, aussi élevée qu'eût été l'argumentation qui les soutenait.

L'homme de France qui connaissait le mieux Marx

Interrogé par Ange Casta il y a une vingtaine d'années pour la télévision, Charles-André Julien déclarait : « *Jaurès a été l'homme de France qui connaissait le mieux Marx* ». Et il est vrai, même s'il mit un peu de temps pour y parvenir – et après tout, qu'importe – qu'il adhéra résolument au marxisme en ce qui concerne l'économie, mais qu'il se montra rétif devant les affirmations philosophiques. Introduit en ce domaine, le matérialisme lui semblait déplacé, et s'il ne dit pas explicitement qu'il fallait à cet égard substituer au mode de raisonnement de Marx un idéalisme façonné de longue date, il se souvint du norma-

lien qui avait écrit sur le monde sensible. Toutefois, aussi, sur la *réalité* de ce dernier. C'était pour dire quoi ? Pour dire qu'un positivisme demeurerait présent là où l'insaisissable devait être traité. Jaurès aura été ce penseur-là toute sa vie, et c'est peut-être pour cela qu'il est si difficile maintenant de l'installer sur un socle plutôt que sur un autre.

Il est évident que nous sommes, avec Marx et lui, devant deux structures de pensée et certains exégètes ont noté, en ce qui concerne le marxisme, que l'esprit critique du normalien, typiquement d'inspiration française, s'accommodait mal d'une condition globalisante, d'une force de synthèse sans doute d'essence plus germanique. Jaurès est peut-être quelquefois dévoré lui-même par ses propres facultés d'analyste. Il faut, cela dit, voir d'où elles extraient, ajouté à la pédagogie, un caractère particulier. Tout simplement héritier lui aussi des Lumières et de leurs suites, Jaurès veut absolument que la République politique aboutisse, fût-ce par degrés, à



Illustration DK

la République sociale. Car, pour le socialisme, commente-t-il, le républicanisme est « *le grand excitateur* ». En y regardant de plus près, nous nous apercevons que nous sommes là sur un itinéraire qui va de Rousseau à Babeuf, ce Babeuf qu'il admirait tant et dont il dit – de tels mots sont rares sous sa plume – « *cet homme me fascine* ». Mais, après tout, Marx ne voyait-il pas en Babeuf « *le fondateur du premier parti communiste agissant* » ?

Lorsque le débat s'écarte plus ou moins de l'appareil théorique pour proposer des définitions concrètes, Jaurès en revient à des exigences humanistes inséparables pour lui du grand mouvement social : il

estime que la lutte des classes, s'il est assez évident qu'elle est provoquée par un capitalisme utilisant la force de travail, cette lutte-là doit aussi inciter le prolétariat à bien discerner, dans un antagonisme fort, l'avènement d'un monde nouveau. Le conflit d'intérêts n'est pas une fin en soi. Refusant, au nom de l'efficacité chère aux guesdistes, d'enfermer le prolétaire offensif dans sa seule carapace d'insurgé, Jaurès tient à lui conserver la qualité d'un sentiment, une perspective visible, une pure vigueur intellectuelle, si bien qu'il définit scrupuleusement ainsi une lutte des classes un peu trop mécanisée chez Guesde, ce Guesde à bien des titres remarquable, mais parfois aussi paradoxal, à la fois intransigeant et réducteur.

La valeur irremplaçable du débat

La confiance absolue, dynamique, dans la puissance créatrice ininterrompue du républicanisme, cet attachement profond, inébranlable, voire sourcilieux au suffrage universel, ce qui lui valut d'ailleurs d'être une fois agressé, physiquement, à la tribune de la Chambre par un député réactionnaire ; bref, ces données majeures font bien comprendre ce qu'étaient en Jaurès la direction politique du socialiste et aussi, inévita-

blement, les hiatus (d'où cet obstiné reproche de réformisme) qui pouvaient en découler assez logiquement.

La lutte des classes étant née avec la propriété et l'oppression capitaliste, seul le socialisme, martèle ce tribun de début du vingtième siècle toujours habité par le dix-huitième, seul, donc, le socialisme est capable de conférer à la société des droits de l'homme issue de 89 son véritable sens. La communauté se rendra maîtresse des moyens de production, et de la sorte, la nation, souveraine dans l'ordre économique pour briser les privilèges du capitalisme, sera souveraine dans l'ordre politique. Guesde rétorque : le suffrage univer-

sel n'étant pas la panacée, que l'on s'empare d'abord du pouvoir politique afin de mettre fin au salariat.

« *Au fond du capitalisme il y a la négation de l'homme* », écrit Jaurès que nous retrouvons bien là dans ce double rôle de contestation active et d'altruisme inlassable. C'est cette même attitude qui le conduira, au moment de la conquête du Maroc, vers un anticolonialisme virulent, puis à l'approche de la guerre, dans un courant d'interventions fiévreuses. La dernière fut, en compagnie de Marcel Cachin, depuis peu député de Paris, d'Amédée Dunois, secrétaire général du parti et de Pierre Renaudel, rédacteur en chef de *L'Humanité*, auprès d'Abel Ferry, neveu de Jules et conseiller écouté de la présidence du Conseil.

La grande Presse réclamait chaque jour la mise à mort, par n'importe quel moyen, du traître vendu à l'Allemagne. Ce traître-là, ce passionné étonnamment lucide, était déjà, lui, entré dans la guerre qui allait venir : il en recevait l'écho des souffrances et des atrocités. Il déclara un jour à un groupe d'amis : « *Nous risquons d'être assassinés au premier coin de rue* ».

Horrible prémonition. La rue du Croissant fait angle avec la rue Montmartre et la balle qui traversa la vitre du café anéantit une intelligence rare, une position dont chacun peut penser ce qu'il veut mais qui, l'une et l'autre, nous ont laissé cette leçon trop négligée aujourd'hui : la valeur irremplaçable du débat. Celui-ci fût-il rude, c'est toujours la fraternité qu'il traduit.

Roger Bordier



Photo DK

Julio Cortazar n'est pas mort

Le grand écrivain argentin Julio Cortazar, né à Bruxelles en 1914 où son père était consul d'Argentine, est mort il y a vingt ans, le 12 février 1984 à Paris. Engagé aux côtés de Cuba, du Nicaragua, il devient le porte-parole à Paris des opposants au général Pinochet et au général Videla. Il était français par sa culture et sa nationalité. Il arrive à Paris en 1951 et François Mitterrand lui concède la nationalité française en 1981 en même temps qu'à Milan Kundera. Il repose au cimetière Montparnasse. Paco Peña évoque ce qu'il a représenté dans le Chili écrasé par la dictature.



Photo DR

Cronopes, nous ne sommes pas nombreux, mais nous sommes courageux... » C'était une froide nuit parisienne de février. Et au Grillon de conclure craintif : « *Je n'aime pas les histoires de revenants... Je préfère les histoires de loutres...* » Ce matin là, Julio Cortázar avait été enterré

« **J**ulio est de retour », me dit avec un tres-saillement Raul Ruiz. « *Il sera toujours parmi nous* », lui répondis-je, grandiloquent. « *Non. Non, il vient d'entrer, mais comme il y a du monde tu ne t'en es pas aperçu* », répliqua-t-il avec une voix de conspirateur. J'ai regardé le metteur en scène et j'ai cru apercevoir dans ses yeux quelques gouttes du gouleyant vin rouge chilien. « *C'est vrai*, intervint le Grillon, *et profitant de sa venue, des Vips, des Fourmigons, des Fameux et une pléiade d'Espérances se sont infiltrés. Ils se cachent parmi les héros bolivariens. Regarde, Carlos Gardel discute avec les Cubains, Sandino a l'allure d'un Asturien, Neruda a son éternelle tête d'éléphant, et Roque Dalton sa tête d'incognito, tiens, tiens...* »

Le Cronope radical

« *Écoute le Grillon*, lui dis-je sur un ton rassurant, *nous, les*

au cimetière Montparnasse. Quelques amis et admirateurs s'étaient donné rendez-vous après son enterrement dans une case de la Marelle, cette longue avenue jalonnée d'obstacles que nous devons traverser pour atteindre le centre du Mandala. Cent flèches rouges transperçaient le froid épais du cimetière, tombant sur la neige qui encerclait le tombeau. Nous avions voulu faire pencher ces œillets rouges « *du côté de l'éternité* », devant la livide indifférence du Grand Cronope qui, bien entendu, ne s'est jamais préoccupé « *des gloires ni des neiges* », parce que de son vivant, il avait simplement voulu savoir « *où se réunissaient les hirondelles après la mort.* » Ce Cronope extrémiste et radical, buvait le socialisme avec l'alcool âpre et coloré de la réalité latino-américaine : « *Je crois que la fin suprême du marxisme ne peut être autre que donner à l'humanité les instruments pour atteindre la liberté et la dignité qui lui sont consubstantielles.* »

Ce Cronope radical accompa-

gna nos rêves et nos joies depuis notre adolescence, ainsi que nos efforts et nos peines. Cette nuit-là, peut-être, voulut-il boire son dernier verre.

Le Livre de Manuel dans ses partes pudendas

Par un torride après-midi de décembre 1973, peu avant Noël, je me trouvais, ainsi que des centaines d'autres compatriotes, dans l'ancienne mine de salpêtre de Chacabuco, au nord du Chili, transformée en camp de prisonniers par les militaires chiliens. Nous étions quelques 1200 « *prisonniers de guerre* », qualification peu enviable par les temps qui couraient. Je m'apprêtais à entrer dans l'« *Opéra* » de Chacabuco :

l'Église et la Croix Rouge avaient obtenu des autorisations pour que nos parents puissent nous rendre visite. Un aumônier des Carabiniers et des officiers de l'armée dirigeaient les opérations de fouille à l'entrée. Quand mon tour arriva, l'aumônier me dit : « *Vous avez de la visite, une jeune fille.* » Je franchis le seuil de l'« *Opéra* » et j'entrais, aveuglé par la pénombre, après le brûlant soleil du désert. Je vis alors sa silhouette à contre-jour et puis son visage. Elle était émue, comme moi, de nos retrouvailles. Nous nous sommes embrassés. Un soldat nous indiqua un grossier siège en bois. Elle me donna les informations d'usage, entre ses larmes et ses baisers. Surveillés par les soldats, les autres prisonniers parlaient avec leurs femmes, mères, filles ou sœurs. Nous étions submergés par une atmosphère

irréelle, dans l'obscurité de ce théâtre, transpercé par quelques rayons de lumière, perdu dans le désert le plus sec du monde. Nous nous regardions. Ses belles et petites mains caressaient ma barbe et mes cheveux. On aurait dit que le monde s'était arrêté. Et alors, la belle jeune fille commença à déboutonner sa chemise. Inquiet, j'ai scruté la pénombre. « *Tout va bien ? C'est votre femme ?* » me demanda l'aumônier. « *Non*, lui répondis-je, un peu énervé,

c'est ma copine. » Quand l'intrus s'éloigna, j'ai vu que la belle jeune fille avait extrait de ses vêtements le *Livre de Manuel*, publié à Buenos Aires quelques semaines auparavant. « *Regarde le cadeau que je t'ai apporté, ton auteur préféré* », me dit-elle avec fierté. Je l'ai embrassée et j'en ai profité pour cacher le livre dans mes *partes pudendas*, en lui disant en gligicien : « *Quel trommage que je ne puisse te maltraiter les vinges !* » « *Tu es devenu fou ?* », répliqua t-elle, *Nos clamyces se pelotonneraient et les sauvages langaisons alerteraient les soldats.* » « *Ah ! j'ai sursuré sottovoce, je suis comme le triolysat d'ergomanine dans lequel on a laissé tomber quelques filules de bouderoque. Quel trommage que je ne puisse te retiller la vurte !* »

Une surhumitque pâmeraie

Sa pudeur était pleinement justifiée et l'endroit où nous nous trouvions nous empêcha de nous moduler les hurgales et rapprocher nos orphelunes, dans l'« *Opéra* », dont certains disaient qu'il avait connu Sarah Bernard.



Nous nous sommes dit au revoir et avec le *Livre de Manuel* dans mes *partes pudendas*, pour éviter sa confiscation par les militaires, j'ai franchi à nouveau les fils de fer barbelés entre la haie de fusils des soldats.

Ainsi, dans ce camp perdu de prisonniers, le *Livre de Manuel* commença une surhumatique pâméraire.

Le *Livre de Manuel*, est un roman politique de Cortázar. L'histoire de Manuel, parmi d'autres histoires, est celle d'un bébé sud-américain né à Paris, autour duquel ses parents et amis essaient de créer un « monde possible », plus humain et marrant, au milieu de terribles nouvelles (coupures de journaux qui constitueront à l'avenir son livre de lecture). Manuel mange les rideaux, pisse et chie comme tout bébé en bonne santé et braille à plein poumon lorsqu'il réclame le biberon, après quoi il dort paisiblement au milieu d'ardentes discussions politiques. Il est témoin de la planification d'une opération de guérilla urbaine dans laquelle un VIP est enlevé, de l'importation illégale d'un pingouin et de l'utilisation de containers à double fond pour des activités révolutionnaires inavouables. Cortázar expliquait que ce livre, « non seulement ne paraît pas ce qu'il veut être, mais paraît souvent ce qu'il ne veut pas être. »

Les écofons, le belex, l'olipro et l'orilopro

Les prisonniers du camp avaient créé une bibliothèque. Quelques détenus, profs et écrivains, s'étaient procuré quelques dizaines de livres par les voies toujours impénétrables du Seigneur. Mais le *Livre de Manuel* ne fit jamais partie du catalogue public que les militaires surveillaient de temps en temps. Je me souviens l'avoir lu avec délectation et l'avoir commenté avec mes camarades. Après, je l'ai prêté à Alvarado, qui deviendra des années plus tard ministre des Travaux Publics du président Aylwin. Ceux qui venaient l'emprunter étaient nombreux, et j'avais établi une liste des inscrits.

Avec Leonardo, un autre étudiant prisonnier, nous avons commencé à pratiquer le « fortran ». C'était la formulation transposée inventée par Lonstein, l'un des personnages du *Livre de Manuel*. Au petit matin, nous devions lever

les couleurs et chanter d'un air viril et martial l'hymne national :

*Vonom vayant soldas
Ki fútes lapui duchili,
Songravés sur nospouatrides,
Nosfils le soron ossi.*

Nous avons alors introduit des écofons (économiseur de phonèmes) et inventé le belex (belles expressions). Nous utilisons le langage du *Livre de Manuel*, l'olipro (organisation logique de programmes) et l'orilopro (organisation illogique).

Le jeu est devenu dangereux lorsque nous avons commencé à traduire des phrases à contenu indubitablement partisan.

La Cathédrale et la Chapelle

Un prisonnier, ex-joueur de foot professionnel, à qui les militaires avaient cassé les incisives supérieures, « les *attaquants* », souriait-il en nous montrant ses gencives blessées, se tordait de rire quand il nous entendait imiter les officiers du camp et les membres de la Junta militaire, en gliglicien, orlopro et orilopro.

J'étais le scribouillard de ses lettres personnelles, adressées, comme il le disait, « à sa Cathédrale et sa Chapelle. » Un jour il se trompa et envoya la missive destinée à la Cathédrale, à la Chapelle, et vice-versa. Ce fut le drame. « Camarade, me dit-il très affligé quelques semaines plus tard, *il faut que vous m'écrivez une lettre pour m'excuser auprès de ma Cathédrale et une autre pour ma Chapelle.* » À cause de cette erreur épistolaire, ça faisait des mois qu'il ne recevait plus de nouvelles

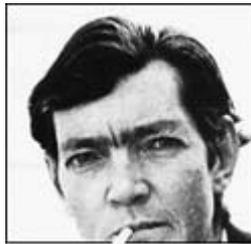


Photo DK

de sa famille. Avec Leonardo, on a essayé de le convaincre que la meilleure manière de se faire pardonner, c'était d'écrire en gliglicien à chaque monument ecclésiastique, histoire d'embêter les censeurs militaires : « *Pet etr il ne ce rend pa conte du tchangeman hortografic* », ajouta Leonardo en se pliant de rire.

La lettre disait : « *Ma trécher Katedralle, je regret le*

herreur du kamarad étudiant en Droï, letré emé ki m'ed dan la rédaktion de cel-ssi. Il fi deu letres o mem tam, pour deu persons diféren. Kom il a bon bolonté, il écri le letres à ceu ki ne son pa tré exper dan la lang de Tserbantés. La lettre ke tu a ressu été destiné à otre person, la fam d'an kamarad. Cé la reson pour lakel cé écri « ma petit Nuar. E pour te démontre mon haf-fektion, je l'envoa un poème, ke vuassi :

*Kom les Kronopes ont set fams
Les Fameux voudré an avuar ossi
Ah, kel jua, tou le mond
deviendra un jour
hune grande kronopia.
Emé hune es emé ocune
Emé deu es fosseté,
Emé trua é trompé qatre,
Ce ssá la gluar de Dieu !*

Quand nous lui avons lu la lettre, il a éclaté de rire. Finalement, il accepta. Et grâce à la collaboration des monuments ecclésiastiques, il fut expulsé du Chili et accueilli par les généreux bras d'une blonde d'Albion.

Un ange solitaire au bout d'une épingle

Le temps passant, j'ai perdu la trace du livre, et j'ai toujours supposé qu'il était entre de bonnes mains.

Il y a deux ans, au cours d'une conférence à l'Université de Santiago du Chili, j'ai reçu un mot : « *Je sais où se trouve le livre de Manuel. Il est fripé, sale et poussiéux, il manque quelques pages. C'est un prisonnier qui l'a donné à mon père lorsqu'il a été expulsé du Chili.* »

Je n'ai pas voulu en savoir plus, pour ne pas violer le secret des aventures du *Livre de Manuel*, de Ludmilla, Gomez, Monique, Lucien Verneuil, Francine, Andrés, Lonstein, Marcos et les autres. Je les ai vus souvent dans les petites ruelles de Paris, sautant d'un autobus, assis dans le métro, ou très émus marchant dans les rues préférées du Grand Cronope. J'en ai côtoyé quelques-uns à Buenos Aires et à Santiago, un autre à La Havane, bouteille de rhum à la main. Je crois même, avoir aperçu Ludmilla à Bagdad,

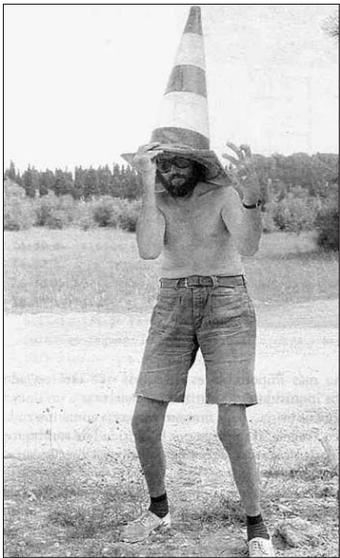


Photo DK

lorsqu'elle essayait de garer son tapis volant dans une rue du quartier Karrada. Elle était là aussi à Ramallah, alors que le ciel se couvrait d'oiseaux d'acier.

Malgré le temps passé et les diverses latitudes où ils déambulent, tous ont le même regard, les mêmes yeux d'horizons inaccessibles, et quelques bobos à la poitrine. Le livre lu par des centaines de prisonniers, n'est jamais passé entre de meilleures mains. Un officier même manifesta de l'intérêt à sa lecture : *J'esper ke lui à été profitable.*

Le vingtième anniversaire du départ de Julio a ravivé le souvenir de ma première lecture dans le désert. Je lis à haute voix : « *Un ange solitaire au bout d'une épingle écoute quelqu'un qui pisse.* »

Julio Cortázar voulut que les droits d'auteur du *Livre de Manuel*, qui reçut le prix Médicis-étranger en 1974, servent à « *aider à réaliser l'espérance* » dans certains pays d'Amérique latine, soumis pendant des années à des dictatures sauvages.

« Ce que j'ai essayé de raconter, c'est le geste affirmatif face à l'escalade du mépris et de la peur, et cette affirmation doit être la plus solitaire, la plus vitale de l'homme : sa soif érotique et ludique, sa libération des tabous, son exigence d'une dignité partagée sur une terre libérée de l'horizon journalier de crocs et de dollars. »

Bonnes salènes cher Cronope, vingt ans n'est rien. Dehors il pleut, le ciel entier...

Paco Peña

Bibliographie en traduction française

Recueil de nouvelles (1945-1982) de Julio Cortázar (NRF Gallimard, 1994). Traduit par Albert Bensoussan.

L'autre rive. Trad. Laure Guille-Bataillon et Françoise Rossel, in Nouvelles 1945-1982, Gallimard, 1993 (Coll. Du Monde entier).

Les gagnants (Los premios). Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Fayard, 1961, 384 p.; et Paris, Gallimard, 1982 (Coll. Folio n°1354) (Roman).

Les armes secrètes (Las armas secretas). Trad. Laure Guille. Paris, Gallimard, 1963, 227 p. (Coll. La Croix du Sud, Coll. Folio n°448 et Folio bilingue n°35) (Nouvelles tirées de Bestiario, Final del juego, Las armas secretas).

Les discours du Pince-gueule (Los discursos del Pinchajeta). Trad. Laure Guille-Bataillon; lithographies de Julio Silva. Paris, M. Cassé, 1966, 19 p. (Tiré de Ultimo Round) (Nouvelle).

La bande sculptée à Reinhoud, vue par Julio Cortázar (Dialogo de las formas. Esculturas de Reinhoud). Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Galerie de France, 1968, 25 p. (Extrait de Ultimo Round) (Album d'exposition).

Gites. Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Gallimard, 1968, 249 p. (Nouvelles tirées de Bestiario, Final del juego et Las armas secretas).

Histoires des Cronopiens et des Fameux. Lithographies de Pierre Alechinsky. Belgique, Daily-Buhl, 1968, vol. 24, s/p. (Recits tirés de Historias de cronopios y de famas).

Cronopes et Fameux (Historias de cronopios y de famas). Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Gallimard, 1977, 165 p. (Coll. Du Monde entier, Coll. Folio n°2435) (Nouvelles).

Tous les feux le feu (Todos los fuegos el fuego). Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Gallimard, 1970, 205 p. (Coll. Du Monde entier) (Nouvelles).

62 - Maquette à monter (62 Modelo para armar) Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Gallimard, 1971, 239 p. (Coll. Du Monde entier) (Roman).

Livre de Manuel (Libro de Manuel). Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Gallimard, 1974, 408 p. (Coll. Du Monde entier); Paris, Club Français du Livre, 1976, 402 p.; Paris, Gallimard, 1987, 416 p. (Coll. Folio n°1812) (Roman).

Octaèdre (Octaedro) Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Gallimard, 1976, 174 p. (Coll. Du Monde entier) (Nouvelles).

Le bestiaire d'Aloys Zoff (Pascò entre las jaulas). Trad. Laure Guille-Bataillon et Jean Tibau. Paris, Franco Maria Ricci, 1976, 155 p. illus. (nouvelle tirée de Territorios).

Silvalande (Silvalandia). Trad. Karine Berriot; peintures de Julio Silva. Paris, Le Dernier Terrain Vague, 1977, s/p. (Récit avec des tableaux de Julio Silva).

Façons de perdre (Alguien que anda por ahí). Trad. Laure Guille-Bataillon. Paris, Gallimard, 1978, 185 p. (Coll. Du Monde entier, L'Etrangère) (Nouvelles).

Le tour du jour en quatre-vingts mondes (La Vuelta al día en ochenta mundos) Trad. Laure Guille-Bataillon, Karine Berriot, J.C. Lepellet et Gelline Lins. Paris, Gallimard, 1980, 320 p. (Coll. Du Monde entier).

Dans l'édition en espagnol (Siglo XXI Editores, Mexico 1967 y Madrid 1970) mise en page de Julio Silva.

Nous l'aimons tant, Glenda (Queremos tanto a Glenda). Trad. Laure Guille-Bataillon et Françoise Campo. Paris, Gallimard, 1982, 192 p. (Coll. Du Monde entier) (Nouvelles).

Entretiens avec Omar Prego (La fascinación de las palabras) Trad. Françoise Rossel. Paris, Gallimard, 1982, 249 et (Coll. Folio Essais).

Les Rois (Los Reyes), édition bilingue, traduction de Laure Guille-Bataillon, avec une note liminaire de l'auteur.

Les autonaves de la cosmoroute (Voyage Intemporel Paris-Marseille) (Los autonaves de la cosmopista o un viaje atemporal Paris-Marsella).

En collaboration avec Carol Dunlop. Trad. Laure Guille-Bataillon et Françoise Campo-Timoi. Paris, Gallimard, 1984, 286 p. (Récit).

Heures indues (Deshoras). Trad. Laure Guille-Bataillon et Françoise Campo. Paris, Gallimard, 1986, 167 p. (Coll. Du Monde entier) (Nouvelles).

Prose de l'observatoire (Prosa del observatorio). Trad. Laure Bataillon. Paris, Gallimard, 1988, 128 p. (Récit).

Un certain Lucas (Un tal Lucas). Trad. Laure Bataillon. Paris, Gallimard, 1989, 193 p. (Coll. Du Monde entier) (Nouvelles).

Fantomas contre les vampires des multinationales (Fantomas contra los vampiros multinacionales). Trad. Ugné Karvelis. Paris, La Différence, 1991, 76 p. (Bande dessinée).

Epreuves. Trad. Ugné Karvelis. Paris, La Différence, 1991, 43 p. (Récit).

Soupe à la Sainte-Façon (Nada a Pehuajo). Trad. Ugné Karvelis. Paris, La Différence, 1991, 126 p. (Théâtre) Il existe aussi une nouvelle traduction de Françoise Thanas.

Le Manifeste

Journal communiste

**VOUS
VOULEZ
RÉAGIR**

sur

Le Manifeste

ou

l'un de ses articles,

écrivez-nous :

Le Manifeste

21, rue de Navarin

75009 Paris

ou

le-manifeste@noos.fr

Le Manifeste
recherche :

Des photos libres de droits (tous sujets - et surtout sur les pays *(vous avez bien des photos prises en vacances à Cuba, à Launat, en Corse, en Chine, en Bretagne, sur Mars...)*).

Des jeunes créateurs ayant une démarche dont leur art est en lien direct avec une pensée communiste pour effectuer des reportages.

Point de vue sur la Rda

A lors que la rentrée s'est ouverte en Allemagne sur une grave crise politique incluant la réapparition du danger néonazi, le fantôme de la Rda (République démocratique allemande) réapparaît. Ce pays se passait d'une aide extérieure estimée à 100 milliards d'euros par an depuis quinze ans. Ses travailleurs se levaient tôt pour accomplir, sans stress excessif leur besogne quotidienne. Si le problème du logement avait été résolu par la généralisation des Hlm, c'était au point que le mot « sans-abri » n'évoquait comme son confrère « chômage » que des réalités lointaines. D'autres comme exclusion, minima sociaux, communautarisme ou l'adjectif « sécuritaire » n'avaient tout simplement pas de sens. On voyait, certes dans les rues de Berlin-Ddr (Deutsche demokratische Republik) autant d'uniformes que dans le Paris de Vigipirate mais jamais l'Armée nationale populaire n'a participé à une quelconque expédition coloniale même si sa présence dans le Prague de 1968 choqua beaucoup...

Il y aurait beaucoup à dire sur le fonctionnement d'une « République démocratique » fortement contrainte par l'histoire et la géopolitique ou néanmoins les décisions essentielles du quotidien étaient prises à Berlin, non à Bruxelles. Dans ses *Notes de Prison*, Erich Honecker estimait que la Rda laisserait, notamment du fait

de la reconnaissance durable de la frontière de paix avec une Pologne dont les féodaux allemands avaient été expulsés, une trace durable dans l'histoire de l'Europe. L'Est de l'Allemagne a depuis lors pris conscience de lui-même dans les manifestations contre les guerres, du Kosovo à l'Irak. Les nouvelles manifestations du lundi y rassemblent massivement. Cette actualité montre que le choix effectué en 1949-52 de construire le socialisme en zone soviétique n'était pas qu'une aventure. Les gens sincères qui, notamment en 1989, se sont fait les fourriers du capital Ouest-allemand en acceptant son appareil politique et en s'exprimant dans ses média, devraient peut être y réfléchir !

Olivier Rubens

I existe d'autres journaux qui paraissent depuis un certain temps avec des objectifs similaires aux vôtres, pourquoi cet éparpillement ? Pourquoi ne travaillez-vous pas ensemble, avec vos différences d'analyses et de stratégies, pour enfin que les camarades en désaccord avec la politique de la direction du PCF puissent s'y retrouver, et s'engager dans la lutte (car nombre d'entre eux, vu les multiples « choix » qui leur sont proposés hésitent... et finalement ne font rien de rien).

Sylvie G.

Depuis quelques années, **chaque fois que nous, communistes, devons nous prononcer** par vote pour l'avenir de notre parti, la consultation se fait sur 7, 14, voir même 21 jours. Pourquoi pas trois mois ? Que l'on me cite un seul parti en France où les élections se passent ainsi. De quoi notre direction nationale a-t-elle peur ? Craindrait-elle le peu de camarades qui se déplaceraient pour aller voter ? Notre direction craint-elle une mobilisation négative à l'adhésion au parti de la gauche européenne ? A-t-elle peur d'une défaite ? D'une remise en cause de la politique de rénovation menée depuis Robert Hue et aujourd'hui par Marie-George Buffet ?

En procédant ainsi, tout est permis. Je mets mon bulletin dans une enveloppe, mon nom derrière, dans une urne qui va rester plusieurs jours ou semaines dans cette boîte que n'importe qui pourra ouvrir. Rien n'empêche « d'opérer des changements de bulletins, ou tout simplement de fausser les élections ». Les élections devraient se passer sur une journée, dans toute la France. Dans les fédérations, un samedi ou un dimanche, de 8 à 20 heures par exemple. Le dépouillement fini, les résultats seraient envoyés à Paris. Et le lendemain, *L'Huma* les diffuserait. C'est comme cela que je perçois une élection démocratique.

Jean-Claude K.
secrétaire de la section
Illkirch-Graffenstaden (67)

Ils ont écrit !

Un camarade sénégalais s'en est allé.

La mort a emporté, le 5 septembre 2004, Demba Gadiaga, un camarade sénégalais militant communiste au Parti de l'indépendance et du travail (Pit - Sénégal). (...)
Demba était chef du département de Russe de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. L'URSS puis la Russie était sa grande passion. Rien ne lui échappait de la Russie politique, économique, sociale, culturelle et linguistique avant et après la Révolution d'octobre 1917. C'était un grand intellectuel, un érudit et un débattre de talent. C'était aussi un humaniste d'une grande générosité. Il va me manquer. Il va manquer à toute sa famille, ses amis et ses camarades sénégalais et français.

Stéphane Fouéré
Le Mans - Sarthe

Retrouvez **Le Manifeste** sur internet
http://le.manifeste.free.fr

- **Abonnement pour 11 numéros : 20 €**
- **Abonnement - Souscription : 50 €**

Le Manifeste.

journal communiste
Numéro de commission paritaire : 0309 P 11455
Tirage à 3000 exemplaires
21, rue de Navarin 75009 Paris
Courriel : le-manifeste@noos.fr

Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck
Directeur de publication : Joseph D'Angelo
Gérante et secrétaire de rédaction : Caroline Andréani
Rédactrice en chef : Patricia Latour
Maquette et conception artistique : Patrice Morel
Imprimé par les Nouvelles Imprimeries Havaux, 37 c. rue A. Levêque, 1400 Nivelles (Belgique)



Nom : Prénom :
Adresse :
..... Tél. :
Courriel : Je verse : €
Abonnement à 20 E
Souscripteur à 50 E
Correspondant
Dépôt : exemplaires

Chèques à adresser, à l'ordre du **Manifeste**
21, rue de Navarin 75009 Paris